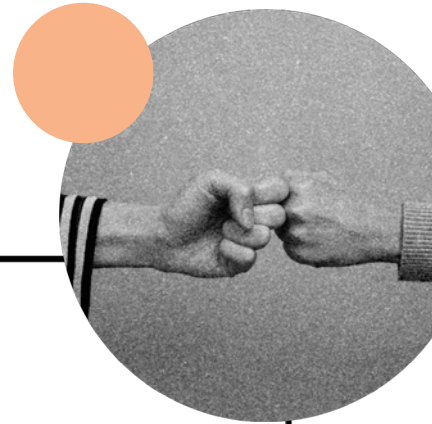




RAPPORT ANNUEL

2024-2025



Table des matières

- 5 Message de la présidente
- 12 Message de la directrice générale
- 15 Gouvernance de la CTF/FCE
 - 16 Bureau de direction
 - 17 Conseil d'administration
 - 20 Vision et raison d'être
 - 21 Plan stratégique 2024-2029
- 20 Organisations membres et associées
- 24 État d'avancement du Plan stratégique de 2024-2029
 - 25 Rapport d'étape de l'équipe de la CTF/FCE : Bilan de l'année
 - 26 Objectif stratégique 1 : Appuyer les organisations membres et associées
 - 30 Objectif stratégique 2 : S'imposer comme une voix forte et reconnue
 - 33 Objectif stratégique 3 : Renforcer et défendre l'éducation publique
 - 46 Objectif stratégique 4 : Favoriser les liens et la collaboration
- 53 Résolutions-directives
- 59 Rapport financier
- 63 Prix





Message de la présidente





Message de la présidente

S'unir dans l'adversité

En repensant à ces deux dernières années à la présidence de la CTF/FCE, je ne peux être qu'admiration de tout ce que nous avons accompli en tant que Fédération, par nous-mêmes et en collaboration avec nos partenaires, malgré de grands bouleversements et beaucoup d'incertitude. Nous avons fait face à d'innombrables courants sociaux défavorables, prouvé notre résilience aux perturbations politiques, fait preuve d'optimisme en dépit de l'instabilité mondiale et, malgré quelques divisions çà et là, nous sommes restés unis.

S'unir dans l'adversité est la meilleure façon d'éprouver la solidité d'un mouvement. C'est précisément lorsqu'on se sent le plus isolé et menacé, et qu'on hésite sur la voie à suivre, qu'on doit chercher à unir nos forces et aller résolument de l'avant. Je suis convaincue que les années à venir constitueront un tremplin, une période où nous, en tant que Fédération, ferons appel à notre plus farouche détermination, libérerons notre ambition collective et irons puiser dans la profonde richesse de notre humanité.

L'éducation publique est essentielle à notre réussite, non seulement en tant que pays, mais aussi en tant que communauté mondiale. Les enseignantes et enseignants et les

autres travailleurs et travailleuses de l'éducation sont justement à la fois les architectes et les maîtres d'œuvre de notre société en évolution. Nos valeurs, notre autonomie et notre sécurité ne devraient jamais être remises en question. Cela a été pour moi un immense honneur que de servir la Fédération à ces nobles fins. Cela dit, j'aimerais évoquer plus précisément des instants, des rencontres et des initiatives qui ont affermi ma détermination et m'ont donné envie de me mettre à votre service.

INSTABILITÉ MONDIALE : DES FORCES CAPRICIEUSES EN PRÉSENCE

Nous vivons une époque hors du commun. Le gouvernement américain actuel a provoqué d'insondables divisions : attaques contre les services publics, suppression du ministère de l'Éducation, restriction des libertés universitaires et démantèlement des droits civils et des droits de la personne, pour ne mentionner que ces éléments. Ces schismes menacent le fondement même de la démocratie, non seulement aux États-Unis, mais aussi dans le reste du monde. Ce chaos n'est pas le fruit du hasard, c'est une stratégie pour nous diviser et nous isoler les uns des autres.





La menace est considérable, tout comme la nécessité de nous unir.

Nous devons unir nos forces pour faire reculer ce qui cherche à nous séparer. Créons des coalitions, trouvons nos dénominateurs communs et luttons côte à côte en faveur de la justice. L'éducation est attaquée précisément parce qu'elle favorise l'avènement d'une société engagée, informée et capable de faire preuve d'esprit critique.

DIRIGER, EN SOLIDARITÉ

En tant que présidente de la CTF/FCE, mon travail repose sur la collaboration et la solidarité. L'année qui s'achève a été marquée par de grands moments d'action collective — tels que le **10^e Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation en Argentine**, la **69^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies** et l'**annonce du premier Programme national d'alimentation scolaire du Canada** — ainsi que par de nombreuses rencontres avec des membres du Parlement et du Sénat pour parler de l'augmentation de la violence à l'école, de l'intelligence artificielle, des langues officielles et de bien d'autres choses encore.

Pourtant, ce sont surtout les moments passés avec les membres de la CTF/FCE de tout le pays qui ont été les plus marquants pour moi. Vos voix sont au cœur de notre travail.

Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE) de 2024

L'Assemblée générale annuelle de

2024 de la CTF/FCE venait à peine de finir que je m'envolais quelques jours plus tard vers Buenos Aires avec notre délégation pour assister au **10^e Congrès mondial de l'IE**. J'étais fière d'être à la tête de notre équipe et je remercie du fond du cœur toutes les personnes présentes.

J'ai trouvé inquiétant d'entendre que l'éducation est à un point critique partout sur la planète :

- Le recrutement et la rétention sont extrêmement bas;
- Les droits des communautés queer et trans sont menacés;
- Le sous-financement systémique et la commercialisation de l'éducation s'accroissent.

Quand l'éducation est attaquée, la démocratie est en danger. En tant que porte-paroles de l'éducation, nous devons défendre la profession et nous mobiliser pour obtenir des ressources, et protéger les droits des travailleurs et travailleuses ainsi que la justice sociale au Canada et dans le reste du monde. Ensemble, nous pouvons préserver la démocratie.

FAIRE AVANCER L'ÉGALITÉ DES GENRES

Conférence de la série Alexa McDonough Lecture

« Women on the Frontlines: How Unions Improve Women's Working Conditions » (les femmes aux premières lignes : ce que font les syndicats pour améliorer les conditions de travail des femmes) était le thème de la conférence de la série Alexa McDonough Lecture de 2024 présentée par la Douglas Coldwell Layton Foundation. J'ai eu l'honneur de partager la scène





avec Janet Hazelton, présidente du Nova Scotia Nurses' Union, Sandra Mullen, vice-présidente du Nova Scotia Government and General Employees Union, et notre modératrice, Claudia Chender, cheffe du Nouveau Parti démocratique de la Nouvelle-Écosse. Les points communs entre nos professions ont donné lieu à des échanges persuasifs sur l'action collective et l'équité dans le mouvement syndical. La présence de membres du NSTU dans le public venus pour témoigner leur solidarité a contribué à galvaniser l'atmosphère.

69^e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW69)

En mars, j'ai eu le privilège de me joindre à la délégation de l'IE à la **CSW69**, qui comptait 15 autres dirigeantes syndicales de 12 pays différents. Nous avons réclamé une augmentation des investissements dans l'éducation publique, étape essentielle vers l'égalité des genres à l'échelle mondiale.

La CSW69 marquait le 30^e anniversaire de la **Déclaration et du Programme d'action de Beijing**, qui constitue le cadre le plus progressiste jamais instauré pour faire avancer les droits des femmes. Comme l'ont souligné de nombreuses déléguées, il suffit de quelques semaines pour observer un recul de ces droits durement acquis. La baronne Harriett Harman, du Royaume-Uni, n'a pas mâché ses mots à ce sujet : « Nous ne nous sommes pas battues si longtemps et si durement pour maintenant laisser nos droits reculer. » [Traduction libre]

Malgré tout, il y a aussi eu des moments de joie. Le premier jour, les États membres de l'Organisation des Nations Unies ont adopté la **Déclaration de Beijing +30**, qui fait progresser les droits des travailleuses. Les syndicats ont joué un rôle déterminant pour qu'y soient ajoutées des dispositions sur la négociation collective et l'équité salariale.

Ensemble, nous sommes descendues dans les rues de New York pour envoyer un message clair d'inclusion, de persévérance, d'unité et de maintien des droits des femmes.

Symposium des femmes de 2025 de la CTF/FCE

Nous avons battu un record de participation : 305 personnes de presque toutes nos organisations membres sont venues à Banff, en Alberta, pour prendre part à cet inspirant rassemblement organisé en collaboration avec l'Alberta Teachers' Association. Comme l'a si bien dit Becky Pringle, présidente de la National Education Association (NEA) aux États-Unis :

« L'activisme nous force à avancer... Sautons ensemble dans la mêlée! »
[Traduction libre]

À L'ÉCOUTE DE NOS MEMBRES, PARTOUT AU CANADA

Rencontrer des membres du personnel de l'éducation de tout le pays a sans aucun doute été le point d'orgue de ces deux dernières années. J'ai eu la chance de me rendre dans l'ensemble des provinces et territoires au cours de mon mandat, et j'ai pu constater à quel point le





personnel enseignant est épuisé, victime de l'hostilité des milieux politiques et de l'augmentation de la violence à l'école.

Défenseuses de la profession, nos organisations membres et associées ont incontestablement fait preuve de leadership, d'ingéniosité, de compassion et de courage dans leur travail. Voici quelques-uns des grands moments que j'ai vécus aux côtés de nos organisations cette année.

En Saskatchewan, la **Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan (FES)** a fait un gain historique en ajoutant la question de la complexité des classes à sa convention collective. Cette victoire législative n'aurait pas été possible sans le zèle de la direction et de l'équipe de négociation ainsi que de l'incroyable dévouement des enseignantes et enseignants et du Conseil de la FES. L'excellente campagne « Votez pour l'éducation publique » a en outre démontré la force de leur action politique sur le plan législatif. Je félicite Samantha Becotte pour sa réélection lors de l'Assemblée annuelle du Conseil.

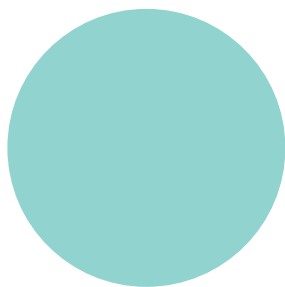
Le sentiment de solidarité à l'Assemblée représentative annuelle de l'**Alberta Teachers' Association (ATA)** était indéniablement palpable. L'énergie dans la salle était à l'image de ce que nous vivons collectivement à plus grande échelle. Les augmentations salariales pour les membres de l'ATA ont été rares au cours des 13 dernières années et n'ont pas suivi l'inflation.

De plus, on a assisté ces dernières années à une explosion de la taille des classes. L'Assemblée a fermement rejeté les modifications que le gouvernement proposait d'apporter à l'entente provinciale, les jugeant décevantes.

L'**Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens** a travaillé sans relâche pour définir sa vision et ses objectifs pour les prochaines années, qui s'annoncent difficiles. Dévoilé cette année, son nouveau plan stratégique de 2025-2030 met clairement l'accent sur le renforcement de la profession dans l'intérêt du personnel enseignant franco-ontarien et s'attaque aux différents problèmes à l'origine des mauvaises conditions de travail.

L'Assemblée annuelle du **Conseil atlantique et territorial des organisations de la profession enseignante (CATOPE)** a donné lieu à une grande démonstration de solidarité. La crise de la rétention et du recrutement du personnel enseignant nous concerne tous et toutes, et pour le CATOPE, s'unir pour s'attaquer aux grands enjeux de l'attrition est non seulement un avantage, mais, surtout, une nécessité. Le climat de collaboration dans cette lutte commune était plus qu'inspirant.

Un vent de changement a soufflé sur la 106^e Assemblée générale annuelle de la **Manitoba Teachers' Society (MTS)**, qui a donné lieu à d'importantes réflexions. Je suis heureuse d'avoir été sur place pour féliciter la présidente de la MTS, Lillian Klausen, pour son élection.



C'est la première fois depuis plus d'une dizaine d'années qu'une personne s'identifiant comme femme est élue à la présidence de la MTS. J'ai aussi été touchée de voir que la décision de créer au Bureau provincial un poste de membre indépendant réservé à une personne autochtone a été prise à l'unanimité. Cet inspirant changement s'est accompagné de l'adoption d'une résolution pour que quatre représentantes ou représentants du Circle of Indigenous Educators, Elders, and Knowledge Keepers (cercle des enseignantes et enseignants, des personnes âgées et des gardiennes et gardiens du savoir autochtones) puisse assister aux réunions du Conseil provincial.

Les mots me manquent pour exprimer toute la gratitude que j'ai ressentie devant le chaleureux accueil reçu à l'Assemblée générale biennale de la **Newfoundland and Labrador Teachers' Association (NLTA)**. Mes parents viennent de Terre-Neuve. Ma mère, Thelma, est née à Lower Island Cove, et mon défunt père, Chesley, à St. John's. Ils se sont rencontrés à l'Université Memorial. J'ai d'innombrables souvenirs d'étés passés à sillonner la baie, à se balader sur les quais, à jouer le long des murs de pierres et à prendre le traversier pour l'île Bell. Terre-Neuve est un lieu cher à mon cœur et à mon esprit. J'ai donc été honorée d'entendre les touchants témoignages de membres de la NLTA venus se livrer en toute sincérité sur la hausse du nombre d'agressions et de cas de violence dans leurs écoles. Cette assemblée

a non seulement mis en évidence le lien que la NLTA entretient avec ses membres, mais aussi réaffirmé l'engagement de l'Association à faire en sorte que les écoles restent des endroits sûrs, où il fait bon enseigner, travailler et apprendre.

SUR LA SCÈNE MONDIALE : LE SIPE DE 2025 EN ISLANDE

En mars, j'ai assisté aux côtés de Marjolaine Perreault, directrice générale de la CSQ, et de Cassandra Hallett, directrice générale de la CTF/FCE, au **Sommet international sur la profession enseignante (SIPE) de 2025** à Reykjavík, où nous nous sommes rendues en tant qu'observatrices pour l'IE.

Bien qu'on ne puisse pas comparer le rôle d'observatrice à celui de membre d'une délégation nationale ayant voix au chapitre, cette expérience nous a néanmoins donné l'occasion d'entendre les exposés thématiques de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'IE ainsi que de nombreuses interventions de ministres de l'Éducation et de présidentes et présidents d'organisations de l'enseignement d'une vingtaine de pays. Nous avons eu l'occasion d'entendre différents points de vue sur d'importants sujets tels que l'éducation de la petite enfance, la santé mentale et le bien-être, et l'intelligence artificielle.

La décision du **Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC]** de ne pas envoyer de délégation au Sommet de cette



année a été pour nous une grande déception. Le Canada a brillé par son absence.

L'évènement a été largement considéré comme étant le SIPE le plus important et le mieux réussi jusqu'à présent. Le Canada a raté une occasion de faire valoir son point de vue et de découvrir ce qui se fait ailleurs.

LE POUVOIR DE LA MOBILISATION : POLITIQUE NATIONALE D'ALIMENTATION SCOLAIRE

Au début de mon mandat en tant que présidente de la CTF/FCE, en 2023, j'ai rencontré **Debbie Field**, la coordinatrice de la Coalition pour une saine alimentation scolaire. J'avais été frappée par son impétuosité et sa vision stratégique des choses.

Elle m'avait fait parvenir une étude menée dans une école torontoise où la mise en place d'un programme d'alimentation avait donné lieu à une baisse significative de la violence. Cela a été une révélation : l'insécurité alimentaire peut générer des problèmes de comportement chez les élèves, ce qui a des conséquences sur le surmenage du personnel enseignant et l'attrition en éducation. Reconnaître ce lien de causalité a été pour moi crucial dans la poursuite des efforts de mobilisation en faveur d'écoles plus sûres et plus saines.

Puis, **le 1^{er} avril 2024**, le gouvernement fédéral a annoncé une enveloppe d'**un milliard**

de dollars sur cinq ans pour financer un Programme national d'alimentation scolaire, **une première au Canada** et une grande victoire pour celles et ceux qui se sont battus pour sa création. En novembre 2024, j'ai eu l'honneur de prendre la parole **à la suite du premier ministre Trudeau** lors d'une conférence de presse donnée à Brampton pour annoncer l'entente passée entre l'Ontario et le gouvernement fédéral pour élargir les programmes d'alimentation scolaire de la province dans le cadre du Programme national d'alimentation scolaire. Ce moment restera à jamais gravé dans ma mémoire.

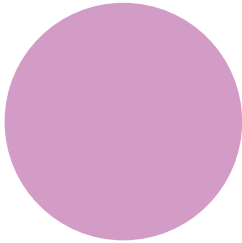
UNIR NOS VOIX

La montée de l'extrême droite et la polarisation de plus en plus marquée des sociétés à travers le monde nous rappellent que ce n'est pas le moment de garder le silence.

Si vous êtes déjà dans la lutte, restez-y. Si ce n'est pas encore le cas, joignez-vous à nous. Nous avons besoin les uns des autres : ensemble, nous pouvons changer le monde.

Je vous laisse sur ces mots de Kamala Harris :

« Ce n'est pas le moment de baisser les bras. C'est le moment de se retrousser les manches [...]. Rassemblez-vous, mobilisez-vous et restez engagés, au nom de la liberté et de la justice, et de l'avenir que, nous le savons toutes et tous, nous pouvons construire ensemble. »
[Traduction libre]



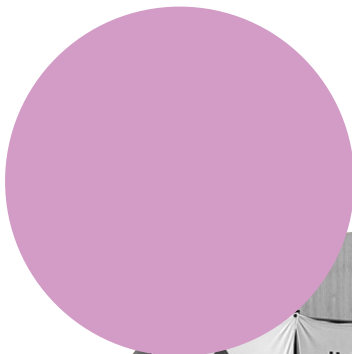
Élevons-nous. Défendons nos acquis. L'écho d'une seule voix ne peut rien contre les voix de la multitude.

Cela a été un immense honneur pour moi que de vous servir en tant que présidente. VOUS êtes l'essence même de l'éducation publique, comme l'éducation est à la base de la démocratie.

En toute solidarité,



Heidi Yetman
Présidente





Message de la directrice générale





Message de la directrice générale

شكرا, daalu, danke, gracias, mèsi, mo dúpé, thank you et merci à l'équipe de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE), dans chacune des langues maternelles de nos exceptionnels collègues! L'exercice 2024-2025 n'a pas été de tout repos. Fin juillet 2024, une inondation majeure a grandement endommagé les bureaux de la CTF/FCE. L'équipe du personnel s'est alors installée dans des bureaux temporaires et un peu exigus, sans pour autant perdre son indéniable détermination à servir nos organisations membres et associées. L'inondation a en outre ajouté à une charge de travail déjà importante de vastes projets d'immobilisation, comme la réinstallation du personnel, la réparation, la restauration et la vente de l'édifice.

Je remercie du fond du cœur les 30 collègues, aux côtés desquels je travaille, des équipes des Opérations, des Services de direction et de chaque secteur de programme et de service. Leur dévouement envers nos organisations membres et associées fait que la Fédération s'impose chaque jour davantage comme une force sur laquelle on peut compter en dépit des difficultés.

Tout ce que nous faisons est un engagement collectif envers notre

équipe et les organisations que nous desservons. Le travail en éducation, qui devient de plus en plus exigeant, nécessite non seulement que nos organisations membres et associées bénéficient de programmes et de services hors pair, mais aussi que nous fassions preuve d'empathie et de compassion envers le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation.

Notre équipe à Ottawa croit fondamentalement en la vitalité de l'éducation publique et en son importance comme terreau de communautés et de démocraties prospères. Nous avons à cœur de défendre le droit de chaque enfant de bénéficier d'une éducation publique inclusive et de qualité, et de militer pour que les enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation soient reconnus comme des professionnelles et professionnels.

Au nom de l'équipe de la CTF/FCE, je tiens également à VOUS remercier, ainsi que l'ensemble des représentantes et représentants de nos organisations membres et associées! Nous vous savons gré de l'orientation stratégique que vous nous avez donnée tout au long de l'année, que ce soit au moyen des résolutions adoptées par l'Assemblée générale



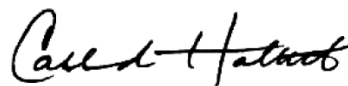
annuelle (AGA) de 2024, ou des motions et des directives du Conseil d'administration ou du Bureau de direction (qui découlent bien souvent des recommandations des comités consultatifs et des comités du Conseil). Nous avons aussi apprécié, au quotidien, le solide soutien politique de notre très dynamique présidente, Heidi Yetman. Les idées que vous avez apportées d'un bout à l'autre de ce vaste pays nous ont permis de renforcer notre action politique, nos programmes, nos travaux de recherche et nos services, au pays comme à l'étranger.

Je suis convaincue que les pages qui suivent parleront d'elles-mêmes et témoigneront de la passion, du savoir-faire et de l'engagement dont fait preuve l'équipe de la CTF/FCE pour mener à bien son travail collectif. La présentation

du rapport suit le Plan stratégique de 2024-2029 que les personnes déléguées à l'AGA de l'an passé ont contribué à instaurer. Bien qu'il reste encore beaucoup à faire pour protéger et consolider l'éducation publique, c'est avec une certaine fierté que nous regardons le chemin parcouru cette année.

Alors que l'exercice 2024-2025 arrive à son terme, nous nous réjouissons de vous retrouver bientôt à l'AGA et d'avancer à vos côtés en 2025-2026! Je vous remercie de votre engagement.

En toute solidarité,



Cassandra Hallett
Directrice générale





Gouvernance de la CTF/FCE



Bureau de direction

Le Bureau de direction dirige les affaires de la CTF/FCE entre les réunions du Conseil d'administration. Sauf pour la ou le titulaire de cette dernière fonction (nomination par le Conseil d'administration), les membres du Bureau de direction sont élus par les déléguées et délégués à l'Assemblée générale annuelle.

Conformément à une résolution adoptée à l'AGA de 2024, un poste de la vice-présidence est réservé à une personne qui s'identifie comme membre d'une Première Nation, métisse ou inuk; comme étant en situation de handicap; comme bispirituelle, lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer, en questionnement, intersexe, asexuelle, non binaire ou autre (LGBTQQIA2+); comme racialisée; ou comme francophone. En outre, depuis 2020, deux postes de la vice-présidence sont réservés à des personnes qui s'identifient comme femmes.

Note : Depuis avril 2023, les membres du Bureau de direction sont aussi les fiduciaires du Fonds en fiducie de la CTF/FCE et ont pour tâche de veiller à ce que l'argent, les subventions et les fonds qui y sont déposés soient administrés conformément à sa mission de bienfaisance; et de rendre des comptes sur leur gestion du Fonds.

De haut en bas :

Heidi Yetman, présidente
Clint Johnston, président désigné
Connie Keating, vice-présidente
Karen Littlewood, vice-présidente
Justin Matchett, vice-président
Jenny Regal, vice-présidente
Anne Vinet-Roy, vice-présidente
Cassandra Hallett, directrice générale



Conseil d'administration

Le Conseil d'administration oriente le travail de la CTF/FCE entre les Assemblées générales annuelles (AGA). Tout au long de l'année, il donne des orientations stratégiques à la Fédération et supervise son travail pour assurer l'atteinte de ses buts et de ses objectifs stratégiques ainsi que la mise en œuvre des résolutions adoptées à l'AGA. Ce faisant, il veille à la qualité des services offerts à nos membres tout en guidant les décisions stratégiques de la Fédération. Le Conseil se réunit en novembre, en février, en avril et brièvement en juillet (avant l'Assemblée générale annuelle).

Le Conseil d'administration se compose :
des membres du Bureau de direction :

- le président ou la présidente;
- cinq vice-présidentes ou vice-présidents;
- le président désigné ou la présidente désignée (tous les deux ans);
- le directeur général ou la directrice générale (sans droit de vote).

des représentantes ou représentants d'organisations membres ou associées :

- deux représentantes ou représentants nommés par chaque organisation membre, et jusqu'à deux représentantes ou représentants sans droit de vote nommés par chaque organisation associée.

Le président ou la présidente de la CTF/FCE exerce un mandat de deux ans. Les vice-présidentes et vice-présidents exercent aussi un mandat de deux ans qui commence et se termine en même temps que celui du président ou de la présidente. L'élection du président désigné ou de la présidente désignée a lieu durant la deuxième année du mandat des membres élus du Bureau de direction.



Membres du Conseil d'administration

ORGANISATIONS MEMBRES

Newfoundland and Labrador Teachers' Association

- Trent Langdon, président
- Stefanie Tuff, directrice générale

Prince Edward Island Teachers' Federation

- Andy Doran, président
- Patrick MacFadyen, secrétaire général

Nova Scotia Teachers Union

- Peter Day, président
- Steve Brooks, directeur général (jusqu'à juin 2025)

New Brunswick Teachers' Association

- Peter Lagacy, président
- Ardith Shirley, directrice générale

Association provinciale des enseignantes et enseignants du Québec

- Steven Le Sueur, président
- Sébastien Joly, directeur exécutif

Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens

- Gabrielle Lemieux, présidente
- Anne Lavoie, directrice générale et secrétaire-trésorière

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario

- Karen Brown, présidente
- Sharon O'Halloran, secrétaire générale

Ontario English Catholic Teachers' Association

- René Jansen in de Wal, président
- David Church, secrétaire général

Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario

- Malini Leahy, vice-présidente
- Chris Goodsir, secrétaire général

The Manitoba Teachers' Society

- Nathan Martindale, président
- Glen Anderson, directeur général par intérim

Fédération des enseignantes et des enseignants de la Saskatchewan

- Samantha Becotte, présidente
- Bobbi Taillefer, directrice générale (jusqu'à la fin janvier 2025)
- Angela Banda, directrice générale (à compter du 3 février 2025)

The Alberta Teachers' Association

- Jason Schilling, président
- Dennis Theobald, secrétaire exécutif

Fédération des enseignantes et enseignants de la Colombie-Britannique

- Carole Gordon, première vice-présidente
- Amber Mitchell, directrice générale

Association des professionnels de l'éducation du Yukon

- Ted Hupé, président
- Ethan Emery, directeur général

Association des enseignants et enseignantes des Territoires du Nord-Ouest

- Rita Mueller, présidente
- Matthew Miller, directeur général

Association des enseignants et enseignantes du Nunavut

- Shawna Thomson, vice-présidente (jusqu'au 22 octobre 2024)
- Elizabeth Ryan, vice-présidente (à partir de février 2025)
- John Fanjoy, directeur général

ORGANISATIONS ASSOCIÉES

Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario

- Michael Foulds, président
- Ian Pettigrew, secrétaire-trésorier

Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick

- Kerry Leopkey, directeur général
- Caroline Foisy, directrice générale adjointe



Comités du Conseil

Le **Bureau de direction** dirige les affaires de la CTF/FCE entre les réunions du Conseil d'administration.

Le **Comité des finances** a voix consultative à l'Assemblée générale annuelle et auprès du Conseil d'administration, du Bureau de direction et de la directrice générale en ce qui touche les finances et les lignes de conduite financières.

Au nom du Conseil d'administration, le **Comité du Régime de retraite** agit en qualité d'administrateur du Régime de retraite des employées et employés de la CTF/FCE conformément au texte du Régime.

Le **Comité des Statuts et des Règlements administratifs** conseille le Bureau de direction en ce qui touche la modification des Statuts, des Règlements administratifs et des Procédures. Depuis mars 2024, il a aussi pour responsabilité d'examiner les résolutions soumises par les organisations membres à l'Assemblée générale annuelle.

Le **Comité du personnel** représente le Conseil d'administration dans les négociations des conventions collectives du personnel et la dotation des postes de directeurs ou directrices de programme et des postes couverts par des contrats individuels.

Le **Comité directeur de l'AGA** supervise l'inscription des nouveaux points à l'ordre du jour et fait les recommandations nécessaires au sujet de la conduite de l'Assemblée générale annuelle.



Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)

Fédération nationale bilingue qui réunit des organisations de l'enseignement de chaque province et territoire du Canada, et qui participe activement à l'Internationale de l'Éducation à laquelle elle est affiliée.



Education International
Internationale de l'Éducation
Internacional de la Educación
Bildungsinternationale

Notre vision

Un Canada où tous les enfants ont un accès équitable à une éducation publique de qualité.

Notre raison d'être

Unir les organisations de l'enseignement des provinces et des territoires sous une bannière nationale pour promouvoir et défendre avec force l'éducation publique, les droits des travailleurs et travailleuses, et la justice sociale dans le secteur de l'éducation.



Plan stratégique (2024-2029)



Appuyer les organisations membres et associées

et — par ricochet — améliorer la vie des plus de 370 000 enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation que la CTF/FCE représente.



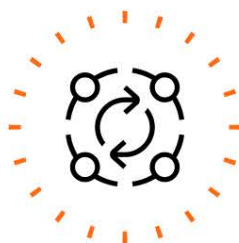
S'imposer comme une voix forte et reconnue

qui défend une éducation publique de qualité et inclusive, y compris l'enseignement comme profession, les droits des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et la justice sociale.



Renforcer et défendre l'éducation publique

au Canada et dans le monde.



Favoriser les liens et la collaboration

avec les organisations membres et associées et entre elles afin de mener à bien les buts de la Fédération.

Organisations membres et associées



Organisations membres

 Newfoundland and Labrador Teachers' Association	 Prince Edward Island Teachers' Federation	 Nova Scotia Teachers Union	 NBTA
		 OSSTF/FEESO PROTECTING AND ENHANCING PUBLIC EDUCATION	 ETFO FEEO
ONTARIO ENGLISH  Catholic Teachers ASSOCIATION	 THE MANITOBA TEACHERS' SOCIETY	 LA FÉDÉRATION DES ENSEIGNANTES ET ENSEIGNANTS DE LA SASKATCHEWAN	 The Alberta Teachers' Association
	 Association des professionnels de l'éducation du Yukon		

Organisations associées

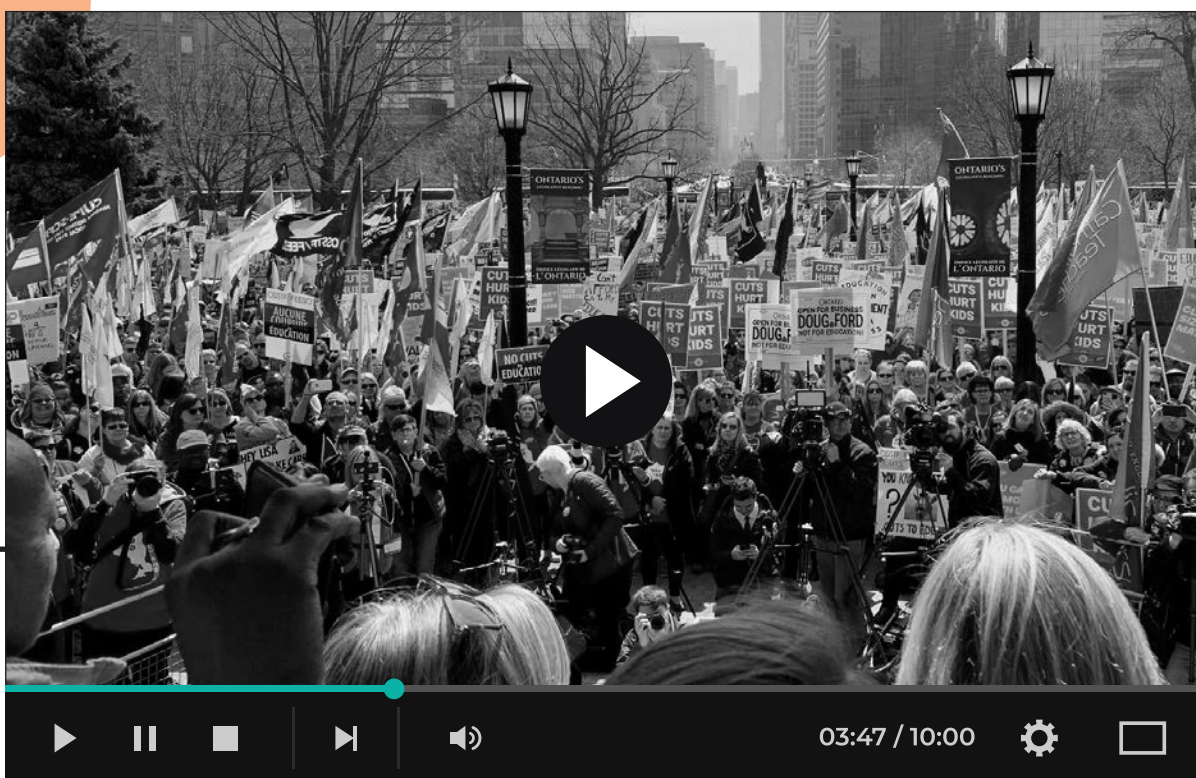
 New Brunswick Teachers' Federation Fédération des enseignants du Nouveau-Brunswick	 Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario Votre voix. Votre force.
---	---

État d'avancement du Plan stratégique de 2024-2029



Rapport d'étape de l'équipe de la CTF/FCE

Bilan de l'année



à venir





La CTF/FCE est notre vecteur de changement pour faire pression sur la législation fédérale et porter des initiatives qui améliorent le bien-être des élèves et nous permettent de faire avancer ensemble la profession enseignante.

— René Jansen in de Wal (OECTA), membre du Conseil d'administration [traduction libre]



Objectif stratégique 1 : Appuyer les organisations membres et associées

et — par ricochet — améliorer la vie des plus de 370 000 enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses de l'éducation que la CTF/FCE représente.

ACTION POLITIQUE AUPRÈS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Dans le cadre de l'action politique qu'elle mène sans relâche pour faire avancer l'éducation publique, la CTF/FCE a souligné deux de ses priorités dans [le mémoire prébudgétaire](#) qu'elle a présenté au gouvernement fédéral en octobre 2024 :

- **L'augmentation du financement accordé aux programmes d'anglais langue additionnelle et de français langue additionnelle** et, en particulier, aux programmes ciblant les élèves immigrants et réfugiés, ainsi qu'à la mise en œuvre de mesures pour favoriser la réussite des élèves nouvellement arrivés au Canada dans le système d'éducation, de la maternelle à la 12^e année;
- **Le remboursement des frais de déplacement des enseignantes et enseignants suppléants** afin de supprimer des obstacles financiers et d'assurer une meilleure accessibilité et une plus grande équité parmi les travailleurs et travailleuses de l'éducation.

Ces priorités, la présidente de la CTF/FCE les a également fait

valoir quand elle a pris la parole à la réunion de consultation prébudgétaire du Comité permanent des finances de la Chambre des communes, le 10 octobre 2024.

Les enseignantes et enseignants seront admissibles au Programme d'exonération de remboursement des prêts d'études canadiens. À la suite des pressions exercées par la CTF/FCE, le gouvernement fédéral a élargi la portée de ce programme pour inclure les membres du corps enseignant et d'autres travailleurs et travailleuses de l'éducation qui vivent en région rurale ou éloignée. À partir de novembre 2025, ces personnes pourront obtenir jusqu'à 30 000 \$ d'exonération sur cinq ans, les montants augmentant progressivement au fil des ans pour passer de 4 000 \$ à 8 000 \$. Cette nouvelle orientation constitue une mesure importante pour venir à bout de la pénurie de personnel enseignant et mieux soutenir des collectivités souvent moins bien desservies.



Les équipes de la Négociation collective et de la Recherche de la CTF/FCE apportent un appui précieux à la NLTA en matière d'action politique et de négociation menées au nom des membres.

*— Stefanie Tuff (NLTA),
membre du Conseil
d'administration
[traduction libre]*



TRAVAIL AVEC LES ORGANISATIONS MEMBRES ET ASSOCIÉES

Les membres du Bureau de direction et le personnel de la CTF/FCE ont participé à de multiples événements et assemblées d'organisations membres (OM) et d'organisations associées (OA) pour y faire des présentations sur mesure et soumettre des rapports :

- Participation aux réunions du Conseil atlantique et territorial des organisations de la profession enseignante (CATOPE), y compris les réunions de son conseil d'administration et son assemblée générale annuelle, mais aussi celles des groupes des Communications, du Perfectionnement professionnel et du Bien-être du personnel enseignant;
- Participation à la Conférence du personnel des membres de l'Ouest de 2025, qui réunit des collègues de six organisations membres des provinces et des territoires de l'Ouest (AETNO, APEY, ATA, FECB, FES et MTS). Le personnel de la CTF/FCE y a fait des présentations sur divers sujets;
- Le Réseau de négociation du personnel enseignant (RNPE) est un autre groupe important de la CTF/FCE. Il favorise tant la mise en commun de renseignements, de pratiques exemplaires et de modèles de dispositions conventionnelles, que l'analyse et la diffusion de l'information entre les différentes organisations provinciales et territoriales. Ce faisant, il aide les OM/OA à renforcer leurs conventions collectives

et à continuer d'améliorer les conditions de travail en éducation, et donc à défendre les droits du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation dans l'ensemble du pays. Le RNPE se réunit régulièrement pour fournir aux OM/OA une tribune où elles peuvent échanger sur l'évolution des négociations collectives ou discuter d'autres questions plus vastes en rapport avec le mouvement syndical. Ces réunions sont aussi l'occasion d'entendre un invité permanent, Jim Stanford du Centre for Future Work, brosser un portrait de la situation économique, en particulier dans les provinces et territoires dont les organisations de l'enseignement sont en négociation, en médiation, en conciliation ou en arbitrage. Cette année, la FECB a accueilli le RNPE à l'occasion de sa toute première rencontre en personne, les 3 et 4 mars;

- La Conférence des associations francophones d'éducation (CAFÉ) a été créée par les ÉFM, l'AEFO, l'AEFNB et la FSE-CSQ pour permettre aux responsables francophones d'associations de l'enseignement du pays d'échanger des pratiques exemplaires, de discuter des dossiers du jour, de s'entendre sur les actions communes prioritaires et de favoriser ensemble l'essor de la francophonie. La CTF/FCE y participe en qualité d'observatrice. Cette année, les personnes à la présidence des quatre organisations membres fondatrices ont signé une déclaration et publié un communiqué de





Le travail de la CTF/FCE nous influence positivement, mes collègues et moi, en défendant l'éducation, l'équité et les droits linguistiques [...]. Le réseau de la CTF/FCE est essentiel pour développer son leadership et son impact.

– Marie-Chantal Hurley (NLTA), Comité consultatif du français langue première

presse sur la grave pénurie de personnel enseignant qui frappe les écoles de langue française au Canada. Elles ont demandé aux gouvernements provinciaux d'améliorer les conditions de travail, de garantir une formation de qualité en enseignement, de collaborer avec les organisations syndicales et de mettre en place des mesures concrètes pour assurer la relève dans la profession.

CONTACTS AVEC LES ADHÉRENTES ET ADHÉRENTS DE NOS ORGANISATIONS MEMBRES

La CTF/FCE a des occasions variées de discuter avec les adhérentes et adhérents de ses organisations membres sur le terrain. À titre d'exemple, on peut citer l'enquête Parachute auprès du personnel de l'éducation, le programme Enseigner ensemble et ses comités consultatifs. Vous trouverez plus de détails sur ces initiatives dans le reste du rapport.

Sur la route — Kiosque de la CTF/FCE aux assemblées annuelles

Tout au long de l'année, le personnel de la CTF/FCE a tenu un kiosque d'information à l'occasion de 14 assemblées générales annuelles de nos organisations membres,

aux quatre coins du pays. Ces kiosques constituent pour la Fédération une occasion précieuse de communiquer directement avec les membres du corps enseignant et d'autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, de leur parler des activités menées à l'échelle nationale, de mettre de l'avant son activisme et de prendre le pouls de la profession en écoutant les membres parler de leurs expériences et de leurs priorités. En assurant une présence aux événements de ses organisations membres et associées, la CTF/FCE a témoigné de sa volonté de renforcer ses liens avec les membres de la profession sur le terrain et de s'en faire l'écho sur la scène nationale.

Assemblée représentative de la FECB

À l'invitation de la FECB et en prévision de son assemblée générale annuelle, l'équipe du Bien-être du personnel enseignant et de la Négociation collective a présenté un survol de l'état des négociations dans les différentes régions du pays aux représentantes et représentants syndicaux de l'organisation.



SOUTIEN DU PERSONNEL ENSEIGNANT ET DES AUTRES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES DE L'ÉDUCATION AU MOYEN DE PUBLICATIONS ET DE RESSOURCES

Ressources pour les adhérentes et adhérents de nos organisations membres

Cette année, la CTF/FCE a enrichi son catalogue de matériel pédagogique afin de mieux soutenir le personnel éducatif du Canada. Parmi les plus récentes additions figurent :

- **la collection Parler vrai au pouvoir : Jeunes défenseurs et défenseuses des droits de la personne** qui se propose d'intéresser les élèves à l'activisme. Elle consacre chacun de ses cahiers pédagogiques à un ou une jeune activiste du Canada et traite de divers sujets qui vont de la diversité des genres à l'environnement, en passant par la défense du français en milieu minoritaire, la justice raciale et plus encore;
- **le cahier de la collection La voix des élèves sur la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine** qui met à l'honneur les contributions et les expériences de nos concitoyennes et concitoyens d'ascendance africaine.

Pour tenir les adhérentes et adhérents de ses OM au courant des services et du soutien qu'elle peut leur offrir, la CTF/FCE fournit des articles à faire paraître dans les publications de ses OM où elle traite de questions importantes pour le monde de l'éducation, présente les résultats de ses recherches et relate des histoires qui intéressent le

personnel enseignant. Ces articles mettent en lumière l'action politique de la CTF/FCE et les changements qui surviennent dans le paysage de l'éducation publique au Canada.

PROJETS ET INITIATIVES

Projet pilote pour favoriser l'insertion professionnelle des enseignantes et enseignants d'immigration récente

La CTF/FCE dirige un important projet pilote subventionné par Patrimoine canadien qui s'intitule : Enseigner: mille parcours, une passion! Ce projet, qui a débuté en avril 2024 et prendra fin en mars 2026, comprend trois volets : accompagnement en salle de classe, formation et recherche. Les participantes et participants, les personnes qui les accompagneront et les directeurs et directrices d'école recevront de la formation et un encadrement. Une formation interculturelle sera aussi donnée à l'ensemble du personnel enseignant des écoles participantes. Les outils de formation sont élaborés par le Centre mondial du pluralisme. Le volet de la recherche, que dirige l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), servira à évaluer l'incidence des mesures mises en œuvre. Le projet s'appuie sur les résultats d'une enquête, également subventionnée par Patrimoine canadien, que la CTF/FCE a menée en 2023-2024 avec l'aide de l'UQAR. Il répond aux besoins signalés par les organisations membres de la CTF/FCE qui estiment qu'il faut renforcer la rétention du personnel enseignant dans les écoles de langue française en contexte minoritaire.



Objectif stratégique 2 : S'imposer comme une voix forte et reconnue

qui défend une éducation publique de qualité et inclusive, y compris l'enseignement comme profession, les droits des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et la justice sociale.

Collaborer avec la CTF/FCE, c'est s'attaquer à des questions importantes dans le droit fil de nos valeurs. Nous sommes fiers de contribuer à renforcer l'éducation publique dans l'ensemble du pays.

— Abacus Data
[traduction libre]



SONDAGE DE L'OPINION PUBLIQUE POUR GUIDER L'ACTION POLITIQUE

La CTF/FCE travaille en partenariat avec [Abacus Data](#) (site en anglais seulement) pour réaliser un sondage national dont l'objectif est de mieux comprendre l'opinion publique à l'endroit de certaines questions importantes concernant l'éducation. Le sondage permet de récolter une information à jour et d'une grande valeur stratégique sur laquelle la CTF/FCE s'appuie pour orienter son action auprès des décideurs fédéraux, de ses partenaires et du public. Cette année, le sondage a été mené en octobre 2024 puis en février 2025.

Parmi les thèmes explorés figurent l'appui de la population aux investissements dans l'éducation publique, la charge de travail et le bien-être du personnel enseignant, et les effets de la privatisation et des technologies nouvelles (comme l'IA) sur l'éducation. La CTF/FCE a pu se servir des données recueillies pour renforcer sa position, mieux cibler ses messages en tenant compte de l'opinion publique et défendre plus efficacement les intérêts du personnel de l'éducation et des élèves d'un bout à l'autre du Canada.

CONSEIL CONSULTATIF NATIONAL SUR L'ÉDUCATION

La CTF/FCE dirige ce conseil qui se veut une table de consultation réunissant, en plus de la Fédération, l'Association canadienne des directeurs d'école et l'Association canadienne des gestionnaires de commissions scolaires. L'Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation assiste aussi aux rencontres à titre d'observatrice. Les membres collaborent à différents dossiers importants en rapport avec l'éducation publique et, plus particulièrement, les dossiers de portée nationale sur lesquels le gouvernement fédéral peut exercer une influence, comme le Programme national d'alimentation scolaire, les politiques d'encadrement de l'intelligence artificielle et le soutien financier en matière de santé mentale et de bien-être.

SOMMET SUR LE PROGRÈS DE 2025 DE L'INSTITUT BROADBENT

Le 10 avril 2025, au Sommet sur le progrès de l'Institut Broadbent, la CTF/FCE a organisé un panel sur les crises qui menacent l'éducation publique.



En tant que membre racisé de l'OSSTF/FEESO, j'ai pu constater à quel point les initiatives de la CTF/FCE contribuent à faire tomber les obstacles systémiques et permettent aux voix marginalisées de se faire entendre.

— Robert Deonarine (OSSTF/FEESO), Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne [traduction libre]

Le panel, intitulé « [L'éducation publique à un seuil critique](#) » (en anglais), a été animé par la présidente de la Fédération, Heidi Yetman. Y ont aussi participé : Haldis Holst, secrétaire générale adjointe de l'Internationale de l'Éducation, Carol Sarich, présidente de l'Association canadienne des directeurs d'école, et Ken Montgomery, Ph. D., conseiller auprès du Bureau de direction de l'Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation.

FORMATION MÉDIATIQUE EN COLLABORATION AVEC SPARK*ADVOCACY

En novembre 2024, la CTF/FCE s'est jointe à spark*advocacy pour offrir aux membres du Conseil d'administration une formation médiatique sur mesure. Cette formation annuelle permet aux personnes qui occupent des postes de haut niveau d'acquérir les compétences et la confiance dont elles ont besoin pour bien communiquer.

PUBLICATIONS ÉLECTRONIQUES

La CTF/FCE envoie par courriel à ses organisations membres et à leurs adhérentes et adhérents diverses publications aussi riches que pertinentes sur toutes sortes de sujets en lien avec l'éducation, l'action politique et sociale, et les enjeux stratégiques :

- La *Mise à jour parlementaire* (hebdomadaire quand la Chambre siège);
- *Au courant* (bulletin bimestriel sur d'importantes questions concernant l'éducation et le mouvement syndical);
- *La Une* (bulletin de nouvelles hebdomadaire);
- La *Revue de la recherche* (publiée trois fois par an sur différents sujets de recherche en éducation);
- en plus du blogue Perspectives, auquel nous avons cette année ajouté du contenu sur divers sujets d'intérêt pour le personnel enseignant. Jusqu'à présent, avec Perspectives, nous avons traité de l'intelligence artificielle en éducation, de la santé et du bien-être du personnel de l'éducation, de la violence à l'école et de la coopération internationale au développement.



LE BALADO SOURCE

Pour mieux faire entendre la voix des enseignantes et enseignants sur les questions qui les préoccupent, en plus de ses messages dans les médias sociaux, de ses campagnes et de son action militante, la CTF/FCE a créé son balado SOURCE qui présente un éventail d'épisodes très éloquentes. Cette année, SOURCE s'est enrichi d'un [épisode spécial consacré aux élections fédérales](#), qui s'accompagne de la vidéo du panel animé par la Fédération au Sommet sur le progrès. En outre, la CTF/FCE a publié, dans le cadre de la série ABSENCES, un épisode entièrement en français sur [la pénurie de personnel enseignant dans les écoles francophones et dans les programmes de français langue seconde](#).

MÉDIAS SOCIAUX

Période : Du 1^{er} mai 2024 au 30 avril 2025
(Données collectées le 14 mai 2025)

En rejoignant une variété de publics cibles — dont le personnel enseignant, les parents et les dirigeantes et dirigeants élus —, les médias sociaux permettent à la CTF/FCE de s'imposer comme une

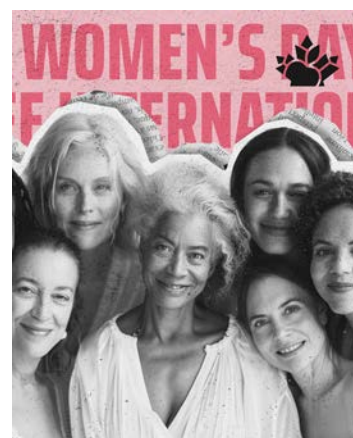
voix forte et reconnue à la défense d'une éducation publique inclusive et de qualité. Cette année, afin d'élargir encore plus notre portée et d'accroître ainsi notre visibilité, nous avons eu recours à des publicités payées (aussi appelées publications mises en avant ou commanditées).

La CTF/FCE s'est assurée une forte présence en ligne, **avec un total de 1,2 million d'impressions organiques et 4 600 mentions** dans Facebook, Instagram, X (Twitter) et LinkedIn **par l'intermédiaire de plus de 1 700 publications**.

Cela dit, le paysage des médias sociaux est en constante évolution. Devant le changement de préférence des internautes, qui se détournent de X (anciennement Twitter) au profit de **Bluesky**, la CTF/FCE a étendu sa présence en ligne en créant un compte sur cette plateforme de microblogage décentralisée dont le code source est libre ([@ctffce.bsky.social](#)). Nous incitons les organisations membres et associées à se joindre à la communauté en pleine croissance de Bluesky, qui compte environ 35 millions d'utilisateurs et utilisatrices.



SENSIBILISATION ET COMMÉMORATION



Objectif stratégique 3 : Renforcer et défendre l'éducation publique

au Canada et dans le monde.

DÉFENSE DES DROITS DE LA PERSONNE

En sa qualité de fédération, la CTF/FCE mène de fréquentes actions à la défense des droits de la personne, de la diversité, de l'équité et de l'inclusion, notamment dans le secteur de l'éducation, aux échelles nationale et internationale. C'est ainsi que, interpellée par les droits des personnes LGBTQQIA2+, en particulier les membres du corps

enseignant et les élèves, elle a formé récemment une coalition avec le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP) et la Saskatchewan Federation of Labour et est intervenue dans [l'appel opposant UR Pride au gouvernement de la Saskatchewan](#). L'affaire a été entendue à la fin septembre 2024 et la CTF/FCE attend la décision du tribunal.



L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE ET L'ÉDUCATION PUBLIQUE

Le développement rapide et sans encadrement de l'intelligence artificielle (IA) dans le monde de l'éducation publique ouvre de nouvelles avenues, mais il pose aussi son lot de défis au personnel de l'éducation et aux élèves. Notre objectif est de veiller à ce que l'utilisation de l'IA en éducation se fasse dans le respect de l'éthique et de l'équité, et de manière à renforcer, et non miner, l'autonomie professionnelle des enseignantes et enseignants ainsi que la qualité de l'apprentissage par les élèves.

En réponse, la CTF/FCE a créé des [ressources](#), dont une [note stratégique sur l'intelligence artificielle](#), un [résumé de l'analyse des textes législatifs et des politiques traitant de l'intelligence artificielle](#), ainsi qu'un rapport détaillé sur les dispositions des conventions collectives des organisations membres qui traitent de l'intelligence artificielle et de la technologie en éducation. Ces ressources mettent en évidence la nécessité d'inclure dans les conventions des dispositions explicites sur l'intelligence artificielle et de se doter d'un cadre complet de gestion de l'IA à plusieurs niveaux pour bien protéger le personnel de l'éducation et les élèves.

La CTF/FCE continue de faire pression sur le gouvernement fédéral et le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) [CMEC] pour qu'ils encadrent bien la gestion de l'intelligence artificielle et adoptent des politiques modèles qui préservent la sécurité et la vie

privée des élèves et du personnel de l'éducation, et les protègent contre l'exploitation commerciale, la collecte et l'utilisation non autorisées d'information, les préjugés, la discrimination et d'autres préjudices possibles. Au printemps, la CTF/FCE a rencontré plus de 15 membres du Sénat pour leur faire connaître sa position en prévision des projets de loi à ce sujet sur lesquels la 45^e législature pourrait être appelée à se prononcer.

Pour soutenir l'action politique des organisations membres et associées auprès des gouvernements provinciaux et territoriaux, la CTF/FCE a créé une [page Web consacrée à l'IA](#) dans la section [Passez à l'action](#). Elle y explique pourquoi il importe d'avoir des politiques, des stratégies et des lois qui soutiennent les élèves, le personnel enseignant et les autres travailleurs et travailleuses de l'éducation dans leur utilisation de l'IA en milieu scolaire. Elle présente aussi avec clarté ses recommandations au gouvernement fédéral, à l'Internationale de l'Éducation et au CMEC pour qu'ils interviennent activement dans ce dossier.

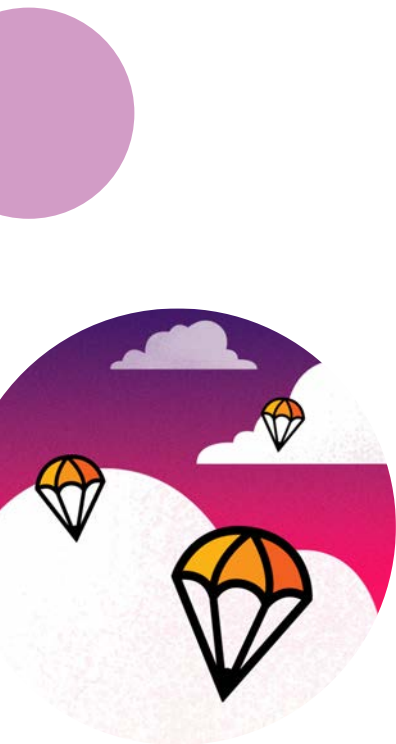
STRATÉGIE PANCANADIENNE DE RÉTENTION ET DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL ENSEIGNANT

La CTF/FCE continue de mettre en œuvre sa stratégie en trois étapes pour venir à bout de la crise de la rétention et du recrutement du personnel enseignant. Cette stratégie consiste notamment à analyser la crise, à y sensibiliser le public et les décisionnaires,

L'action politique doit donner des résultats concrets et la CTF/FCE montre la voie vers un avenir prometteur et juste pour toutes et tous.

— Shideh Houshmandi (FEEO), Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne [traduction libre]





J'aime encore travailler avec les élèves et les voir se développer, mais la partie gestion et les problèmes dans le réseau public font que je remets souvent en question ce choix.

– Enseignant au secondaire, APEQ

et à proposer des changements importants à apporter aux politiques de l'éducation aux paliers provincial/territorial et fédéral. Un des volets de la stratégie comporte une collecte de données empiriques qui permettent une compréhension détaillée de l'état de la profession dans l'ensemble du Canada pour mieux guider l'action militante de la Fédération.

Enquête Parachute

Il est primordial pour la CTF/FCE de comprendre les facteurs qui contribuent à la crise de la rétention et du recrutement, les répercussions de cette crise sur les provinces et les territoires, et les liens entre les provinces et les territoires dans ce contexte.

La CTF/FCE a lancé une [enquête pancanadienne](#), Parachute, en collaboration et en consultation avec son Réseau national de recherche du personnel enseignant, son Réseau national des communications stratégiques et son Comité consultatif de la profession enseignante. Cette enquête comprend de courts sondages menés deux fois par année pendant trois ans (de 2024 à 2027) qui s'adressent aux adhérentes et adhérents de nos OM et OA, soit des enseignantes et enseignants, d'autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et des membres des équipes de direction en poste dans des écoles publiques, de la maternelle à la 12^e année.

Mené à l'automne 2024, le premier sondage de Parachute, auquel près de 5 000 personnes ont participé,

a porté principalement sur les conditions de travail du personnel de l'éducation et a permis de recueillir de précieuses données sur les réalités que vivent tant les membres du personnel de l'éducation que les élèves. Il nous a aussi permis de dresser un portrait aussi clair que saisissant de la situation : les ministères de l'Éducation ne font rien pour contrer la violence en milieu scolaire; ils ne prennent aucune mesure digne de ce nom pour réduire l'effectif des classes; et ils négligent un aspect essentiel de la prospérité à long terme de notre pays : les résultats des élèves sont directement liés aux conditions de travail des enseignantes et enseignants. La CTF/FCE a préparé un [document sommaire](#) accessible au public ainsi que des rapports ciblés par segment démographique (disponibles dans l'Espace membres du site Web de la CTF/FCE) dont les OM et OA peuvent se servir pour soutenir leur action politique.

Mené au printemps 2025 sur les facteurs et les circonstances qui contribuent à l'attrition dans le milieu de l'éducation publique, le deuxième sondage de Parachute a permis de recueillir 5 000 réponses. Il a mis au jour les principales difficultés associées à la rétention du personnel de l'éducation, ainsi que de possibles solutions pour y remédier.

Diffusé dans diverses plateformes de médias numériques, le contenu, payé et non payé, concernant Parachute (éditions de l'automne et du printemps combinées) a récolté plus de **1,2 million de vues** et incité plus de **24 000 personnes** à passer à l'action, ce qui a permis de





recueillir près de **10 000 réponses** au total. Il convient de noter que le contenu organique (non payé) de Parachute a rejoint plus de 70 000 personnes dans les médias sociaux, et ce, grâce à un geste tout simple mais puissant, soit celui de partager le contenu pour lui donner encore plus de visibilité.

L'information découlant de l'enquête Parachute est mise à jour régulièrement tout au long de l'année, et les documents destinés au public sont ajoutés à la page [Passez à l'action du site Web de la CTF/FCE](#). Toutes ces données et les histoires qu'elles racontent sont essentielles pour que les gouvernements ne puissent plus ignorer la nécessité d'octroyer à l'éducation publique des ressources suffisantes.

COLLABORATION DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE

La CTF/FCE mène d'importants projets de recherche en éducation, souvent en collaboration avec des organisations partenaires comme l'Internationale de l'Éducation, l'Université d'Ottawa, l'Université York (par l'intermédiaire du Public Education Exchange) et l'Université Western Ontario. Elle a aussi noué

un nouveau partenariat, financé par le Conseil de recherches en sciences humaines (subventions d'engagement partenarial), avec des équipes de recherche de l'Université York et de l'Université de Toronto pour examiner les contrats et les pratiques d'acquisition de systèmes de gestion de l'apprentissage par les conseils scolaires ou autres organes équivalents.

Le personnel a également conclu un partenariat de recherche avec l'Université de la Saskatchewan et d'autres suite à la mise en œuvre du Programme national d'alimentation scolaire, de même qu'avec l'Ontario Tech University et d'autres pour créer un collectif pancanadien de décolonisation de l'éducation.



SOLIDARITÉ MONDIALE

La CTF/FCE fait partie des chefs de file de l'Internationale de l'Éducation (IE) : elle y est représentée au Bureau exécutif et participe comme nulle autre à des partenariats de coopération au développement dans de nombreuses régions du monde; elle se mobilise et contribue très activement aux importantes campagnes de l'IE comme « La force du public, ensemble on fait école »; elle répond généreusement aux appels d'action urgente; elle assure un rôle directeur auprès du Réseau de recherche de l'IE; et plus encore.

Réponses de la CTF/FCE aux appels d'action urgente

Fière et active organisation affiliée à l'Internationale de l'Éducation (IE), la CTF/FCE a répondu aux appels d'action urgente de cette dernière et invité ses organisations membres et associées à faire de même, dans la mesure de leurs moyens, par solidarité avec les syndicats de l'enseignement de diverses régions du monde.

PALESTINE — SEPTEMBRE 2024

La CTF/FCE a répondu à l'appel renouvelé de l'IE en soutien à nos collègues palestiniennes et palestiniens de la bande de Gaza et de Cisjordanie, au Syndicat général des enseignantes et des enseignants palestiniens (GUPT), au Syndicat général des travailleurs et travailleuses des jardins d'enfants et des écoles privées (GUWKPS) et à la Fédération palestinienne des syndicats des professeures et professeurs et du personnel des universités (PFUUPE).

À la détresse physique et mentale causée par le conflit s'ajoute le fait que les enseignantes et enseignants de Gaza et de Cisjordanie n'ont pas reçu de salaire depuis novembre 2023 en raison de la retenue des recettes fiscales par le gouvernement israélien.

Les besoins restent immenses, comme l'a souligné l'IE à l'occasion de son Congrès mondial de 2024, lors duquel la résolution « La famine à Gaza s'aggrave après l'invasion terrestre de Rafah : appel à une

action immédiate » a été adoptée. L'IE a officiellement adressé une requête au Secrétaire général des Nations Unies demandant à la communauté internationale, sous la direction des Nations Unies, de prendre des mesures immédiates et décisives pour :

- instaurer un cessez-le-feu durable;
- accélérer la tenue d'enquêtes sur les allégations de crimes contre l'humanité;
- faciliter la libération de l'ensemble des otages;
- faire appliquer le droit international et les résolutions récentes des Nations Unies;
- protéger l'éducation et reconnaître les écoles en tant que sanctuaires;
- reconstruire les établissements d'enseignement à Gaza;
- créer un fonds mondial pour les salaires des enseignantes et enseignants dans les régions touchées par des crises;
- reconnaître la Palestine en tant qu'État afin de mettre en œuvre la « solution à deux États » pour parvenir à une coexistence pacifique durable dans la région.



La CTF/FCE collabore avec l'IE et la Global Coalition to Protect Education from Attack pour s'assurer que la [Déclaration sur la sécurité dans les écoles](#) (adoptée en 2015) tient compte des préoccupations de ses organisations membres et associées et qu'elle est dûment mise en œuvre.

Grâce aux généreuses contributions d'une quarantaine d'organisations affiliées du monde entier, l'IE offre depuis octobre 2023 un soutien direct essentiel aux syndicats de l'enseignement et aux enfants, ainsi qu'une [formation sur le développement d'activités socio-émotionnelles](#) au personnel enseignant à Gaza et en Cisjordanie. Depuis le premier appel d'action urgente en janvier 2024, la CTF/FCE et ses organisations membres et associées ont versé la somme de 36 500 \$ en soutien au personnel de l'éducation palestinien de la bande de Gaza et de la Cisjordanie.

LIBAN — OCTOBRE 2024

Alors que le conflit s'est propagé au-delà des territoires israélien et palestinien, l'IE a lancé un appel à la solidarité pour soutenir ses organisations affiliées au Liban — dont la League of Public Technical and Vocational Teachers, la Ligue des professeurs de l'enseignement secondaire public du Liban, la Ligue des professeurs de l'Université Libanaise, la Public Primary Schools Teachers League in Lebanon et le Teachers Syndicate of Lebanon —, qui s'emploient à aider le personnel enseignant et les élèves dans le besoin.

L'escalade de la violence continue de faire de nombreuses victimes, de provoquer des déplacements massifs de la population et de détruire des infrastructures civiles essentielles, notamment des établissements de santé et d'enseignement. Cibles d'attaques, les écoles sont directement touchées par le conflit, de même que les élèves et le personnel de l'éducation. Le système d'éducation publique est à l'arrêt et des centaines d'écoles sont devenues des abris, le personnel enseignant s'évertuant à trouver de l'eau, des couvertures, des matelas et d'autres produits de base pour les personnes déplacées.

Face à cette tragédie, l'IE a fait un premier transfert du Fonds de solidarité à ses organisations affiliées au Liban. Ce don, qui vient s'ajouter à l'aide humanitaire constante des Nations Unies, vise à faire en sorte que les organisations de l'enseignement au Liban puissent continuer à communiquer avec leurs membres et à leur fournir un soutien essentiel. L'IE [a également réaffirmé son engagement de longue date](#) en faveur de la sécurité, de la protection des droits de la personne et de la fin des hostilités au Moyen-Orient.

La CTF/FCE a quant à elle versé 3 000 \$ au Fonds de solidarité de l'IE pour soutenir les organisations sœurs du Liban qui viennent en aide aux enseignantes et enseignants ainsi qu'aux élèves touchés par le conflit.

TÜRKIYE — AVRIL 2025

En mars, une vague de répression contre les membres du personnel de l'éducation, les élèves et les



syndicalistes indépendants en Türkiye, y compris l'assignation à résidence à motivation politique des membres du bureau de direction d'Eğitim Sen, une organisation affiliée à l'IE, a marqué l'intensification des efforts menés pour saper le syndicalisme, la liberté universitaire et la démocratie en Türkiye.

La CTF/FCE a répondu à l'appel à la solidarité de l'IE en soutien aux enseignantes et enseignants et aux membres des syndicats de l'enseignement de la Türkiye face à l'intensification de la répression des dirigeantes et dirigeants syndicaux, du personnel de l'éducation, des élèves et des citoyennes et citoyens qui exercent leurs droits démocratiques.

Le 24 avril 2025, la Fédération a adressé une lettre de protestation au ministre de l'Éducation nationale, au ministre de la Justice et au ministre du Travail et de la Sécurité sociale de la République de Türkiye, en leur demandant instamment de mettre un terme à la répression et de rétablir les droits syndicaux des enseignantes et enseignants du pays. La lettre a aussi été envoyée aux ministres canadiens de la Justice et de l'Emploi et des Familles. Les organisations membres et associées de la CTF/FCE ont été invitées à se joindre au mouvement en signant une [pétition](#) en faveur des syndicalistes de l'éducation et de la démocratie en Türkiye.

MYANMAR — AVRIL 2025

Le 28 mars dernier, le Myanmar a été frappé par une série de tremblements de terre dévastateurs dont certains ont atteint une magnitude de 7,7. Les secousses se sont fait sentir jusqu'en Thaïlande et en Chine. C'est toutefois

au Myanmar que les dégâts ont été les plus importants, notamment dans les régions de Mandalay et de Sagaing. Ces zones, déjà durement touchées par le conflit armé en cours, l'effondrement du système de santé et la répression menée par les autorités, ont subi une catastrophe humanitaire qui continue de s'aggraver. La junte militaire, qui a pris le pouvoir par la force en février 2021, a instrumentalisé cette catastrophe naturelle à des fins politiques et militaires et a bloqué l'aide humanitaire destinée à aux régions tenues par les forces démocratiques.

Le 24 avril, la CTF/FCE a répondu à un appel à la solidarité de l'IE et de la Myanmar Teachers' Federation en soutien au personnel de l'éducation et aux forces démocratiques du pays. Dans cet appel, les deux organisations exigeaient la paix, une éducation sûre et l'acheminement d'une aide humanitaire vers les régions les plus gravement touchées. La CTF/FCE a envoyé une lettre de protestation à la junte militaire, au premier ministre du Canada et à la ministre canadienne des Affaires étrangères pour demander instamment un cessez-le-feu complet et la garantie que les secours humanitaires puissent se déplacer librement et en toute sécurité pour apporter de l'aide dans les régions touchées par les tremblements de terre.

ARGENTINE — MAI 2025

Le 21 mai dernier, le gouvernement argentin a adopté le décret n° 340/25, qui limite le droit de grève du personnel enseignant et d'autres travailleurs et travailleuses du secteur public. Le décret, qui ne considère l'éducation comme un « service





essentiel » qu'afin de restreindre les moyens de pression, a provoqué une levée de boucliers chez les organisations de l'enseignement qui le jugent injuste et inconstitutionnel, et estiment qu'il s'agit d'une violation grotesque de leur droit de grève. Les syndicats de l'enseignement s'opposent également à une modification de l'article 10 de la loi n° 26.075 sur le financement de l'éducation, en vertu de laquelle le gouvernement ne prendrait plus part aux négociations du salaire minimum du personnel enseignant.

Ces décisions constituent un recul majeur des droits du travail des enseignantes et enseignants en Argentine et mettent en péril la cohésion sociale et la justice dans le pays. Le gouvernement argentin porte gravement atteinte à l'éducation publique et aux droits de celles et ceux qui y travaillent.

La CTF/FCE a répondu à l'appel à la solidarité lancé par l'IE en

soutien au personnel enseignant et aux syndicalisés de l'éducation de l'Argentine pour défendre les droits des travailleurs et travailleuses, la justice sociale et l'éducation publique, y compris la Confederación de Educadores Argentinos (CEA), la Confederación de Trabajadores de la Educación de la República Argentina (CTERA), la Federación Nacional de Docentes Universitarios (CONADU) et le Sindicato Argentino de Docentes Privados (SADOP).

La Fédération a adressé une lettre de protestation à la ministre argentine du Capital humain et au secrétaire à l'Éducation pour leur demander de renoncer à ces mesures antisyndicales et de respecter les droits des travailleurs et travailleuses de l'éducation, notamment leurs droits de négociation collective. La lettre a également été envoyée à l'ambassadrice de la République argentine et à la ministre des Affaires étrangères du Canada.

Nous remercions toutes les organisations membres et associées qui ont répondu aux appels d'action urgente et contribué ce faisant à soutenir nos collègues à l'étranger. La CTF/FCE et ses organisations membres et associées restent considérées comme des chefs de file au sein de l'IE pour la solidarité et le soutien dont elles font preuve à l'échelle internationale.

Désignation des écoles comme des sanctuaires ou zones de paix

La CTF/FCE collabore avec l'IE et la Global Coalition to Protect Education from Attack pour s'assurer que la Déclaration sur la sécurité dans les écoles tient compte des préoccupations des organisations membres et associées et qu'elle est dûment mise en œuvre.



Coopération internationale au développement



Le programme Enseigner ensemble est si enrichissant que je le recommanderais à tous ceux qui veulent découvrir le système d'enseignement dans d'autres pays et sortir de leur zone de confort.

– Ernest Touwa (MTS), participant au programme Enseigner ensemble

La solidarité est au cœur même de l'action syndicale. Nous ne pouvons ni ne devons oublier que, si nous sommes citoyennes et citoyens du Canada, nous faisons également partie de la communauté mondiale. Nous devons non seulement être à l'écoute de ce qu'il se passe dans le monde, mais aussi faire notre part pour atténuer les torts causés à nos concitoyennes et concitoyens, qu'ils portent atteinte à leurs droits, à leur dignité ou à l'humanité en général. C'est pour cela que nous faisons cet important travail.

Grâce au soutien des organisations membres et associées, le Programme de coopération internationale de la CTF/FCE fournit un soutien financier et technique dans trois domaines clés :

1. L'Action enseignante pour l'enseignement,

axée principalement sur le perfectionnement professionnel du personnel de l'éducation :

- Créé en 1962, le programme **Enseigner ensemble** (ancien Projet outre-mer) est un programme international fondamental d'apprentissage et de perfectionnement professionnels. Dans le cadre de ce programme, des membres du corps enseignant canadien collaborent avec des collègues dans des pays en développement afin d'améliorer l'enseignement et l'apprentissage, et de promouvoir une éducation publique universelle, équitable et de qualité. Cette année, 15 affectations ont

lieu dans 11 pays grâce aux généreuses contributions de nos organisations membres. Des enseignantes et enseignants de neuf provinces et trois territoires du Canada collaboreront avec des collègues de 12 syndicats partenaires en Afrique et aux Caraïbes. Un total de 55 Canadiennes et Canadiens ont accepté de partager leur savoir-faire et d'offrir de précieuses occasions d'apprentissage professionnel à des collègues de pays à revenu faible ou intermédiaire;

2. L'Action enseignante pour l'égalité des genres, qui favorise l'autonomisation des filles et des femmes :

- Réunions régulières et aide financière et technique à des réseaux de femmes en Afrique, en Asie et en Amérique latine, grâce au soutien des bureaux régionaux de l'IE et à une collaboration avec des partenaires de l'Europe membres du consortium de financement;
- La CTF/FCE est fière d'avoir participé à la Commission de la condition de la femme des Nations Unies en tant que membre de la délégation de l'IE. La Commission est le principal organe mondial intergouvernemental qui se consacre exclusivement à la promotion de l'équité entre les genres et à l'autonomisation des femmes;



- Le projet Simameni — Ensemble pour l'éducation secondaire des filles en Ouganda, subventionné par le gouvernement du Canada, est dirigé par la CTF/FCE et son partenaire de longue date, le Uganda National Teachers' Union. Cette année, le projet a surtout consisté à assurer la pérennité des mesures mises en place et à recueillir des données pour la préparation du rapport final à produire pour la date d'achèvement du projet, à la fin de juin. Le projet avance très bien pour ce qui est des résultats attendus, et les cibles sont en voie d'être atteintes.
- En février, une bénévole membre de la Fédération des enseignantes et enseignants de la Saskatchewan a participé à l'animation d'ateliers dans l'une des régions visées par le projet. Ces ateliers ont porté sur des sujets comme le mentorat et les façons de mieux adapter l'enseignement aux besoins des filles.

de l'enseignement et au développement du leadership :

- La CTF/FCE est fière de coparrainer le **programme John Thompson de renforcement des capacités syndicales** en Asie du Sud et de fournir une aide financière et technique pour les campagnes de recrutement, la formation et d'autres projets que proposent les partenaires afin de renforcer leurs capacités syndicales.

Le Prix Norm Goble récompense les organisations partenaires de la CTF/FCE à l'étranger qui déploient des efforts exceptionnels pour célébrer la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants (JME) et rappeler l'importance de l'éducation publique. Cette année, le Prix a été décerné à trois organisations remarquables dont les activités organisées pour la JME ont été particulièrement novatrices, mobilisatrices et inspirantes : le Teachers' and Educational Workers' Union du Ghana; le National Teachers' Union of South Sudan; et le Zambia National Union of Teachers.

3. L'Action enseignante à l'appui des organisations de l'enseignement, qui contribue au renforcement des capacités organisationnelles des syndicats



La CTF/FCE me permet de contribuer à l'éducation publique à l'international – chose que mon organisation membre ne peut pas toujours faire. La CTF/FCE, c'est la preuve de l'effort collectif qui mène à des changements concrets pour nos communautés.

– Gabrielle Lemieux (AEFO), membre du Conseil d'administration

Syndicats partenaires

En collaboration avec les bureaux régionaux de l'IE en Afrique, en Asie-Pacifique et en Amérique latine, ainsi qu'avec le Caribbean Union of Teachers, la CTF/FCE a cette année entretenu des partenariats avec les syndicats de l'enseignement suivants, à qui elle a aussi fourni du soutien :

- Belize National Teachers' Union
- Kenya Union of Post Primary Education Teachers
- Syndicat des enseignants et autres personnels de l'éducation, Rwanda
- Fédération des syndicats de l'éducation nationale — Togo
- Gambia Teachers' Union
- Grenada Union of Teachers
- National Teachers' Union of South Sudan
- Saint Lucia Teachers' Union
- Sierra Leone Teachers' Union
- St. Vincent and the Grenadines Teachers' Union

- Syndicat national de l'enseignement primaire public du Bénin
- Syndicat national des enseignants des écoles maternelles du Bénin
- Syndicat national des enseignants africains du Burkina — Burkina Faso
- Syndicat national des enseignants du secondaire et du supérieur — Burkina Faso
- Uganda National Teachers' Union

Bien que la CTF/FCE continue de soutenir d'autres syndicats partenaires, dont le National Teachers Elected Council, en Afghanistan, et l'Union nationale des normaliens/nes et éducateurs/trices d'Haïti, les conditions sociopolitiques font qu'il est dangereux pour ces syndicats de poursuivre leurs activités. En ce qui concerne l'All India Primary Teachers' Federation, les restrictions du gouvernement indien empêchent tout transfert de fonds dans le pays.



CAMPAGNES

Campagne d'action politique pour la création d'un programme national d'alimentation scolaire financé par le gouvernement fédéral

Au printemps de 2024, la CTF/FCE a collaboré avec le gouvernement du Canada pour qu'il finance un programme pancanadien d'alimentation scolaire. Un tel programme a finalement été inclus dans le budget fédéral de 2024.

Cela dit, à l'automne 2024, un grand nombre des gouvernements provinciaux et territoriaux n'avaient pas encore conclu d'entente avec le gouvernement fédéral pour mettre en œuvre le Programme national d'alimentation scolaire dans leur province ou territoire.

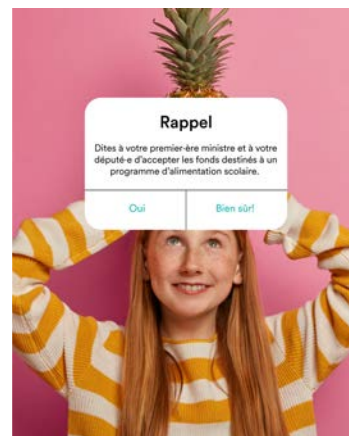
La CTF/FCE a coordonné une campagne de sensibilisation pour encourager le public à communiquer avec les gouvernements provinciaux/

territoriaux afin qu'ils adhèrent au programme. Cette campagne nous a permis de rejoindre nos publics cibles **93 000 fois** par l'intermédiaire de multiples plateformes de médias sociaux. Cela s'est traduit par un **taux d'engagement de 2,55 %**, ce qui correspond aux taux de référence du secteur.

Des centaines de personnes se sont servi du modèle de lettre fourni dans notre page Web « Passez à l'action » pour envoyer plus de **450 lettres à plus d'une centaine d'élues et élus provinciaux et territoriaux d'un bout à l'autre du Canada**. En date du 10 mars dernier, toutes les provinces et tous les territoires avaient signé une entente avec le gouvernement fédéral.

Dans chaque classe, les éducatrices et éducateurs défendent le bien-être des enfants et nous rappellent que l'accès à une alimentation scolaire est un droit [...]. Le Club des petits déjeuners reconnaît leur soutien essentiel dans la mise en œuvre d'un programme national d'alimentation scolaire.

– Judith Barry, Club des petits déjeuners



Élections fédérales de 2025 : Nos enfants. L'avenir du Canada.

Malgré le déclenchement rapide des élections, la CTF/FCE a lancé une vaste campagne publique en mettant l'accent sur l'avenir du Canada : les enfants. Menée en partenariat avec le NOW Group et spark*advocacy, la campagne a placé les familles et les enfants au centre de notre action politique et invité les électeurs et électrices à aller voter en pensant à l'avenir du Canada.

La campagne a comporté divers éléments : une [page détaillée dans la section « Passez à l'action » de notre site Web](#); une trousse de communication; des fiches de renseignements sur les priorités; des appels à l'action visant des politiques clés; un modèle de lettre; et un épisode spécial de notre balado.

Des messages et des publicités ont ciblé précisément les parents, les décideurs politiques et les membres du personnel de l'éducation. Nous avons diffusé nos communications par courriel, dans les médias sociaux (Instagram, LinkedIn, Facebook, Bluesky, X),

au moyen de publicités sur Google et sur National Newswatch. Toutes les plateformes ont dirigé les internautes vers notre page d'accueil sur les élections où se trouvait de l'information sur nos priorités et nos demandes adressées à la classe politique. Diffusée dans diverses plateformes de médias sociaux, notre campagne en vue des élections a été vue plus de 9,1 millions de fois, ce qui inclut le contenu payé et non payé. Il convient de souligner que les personnes abonnées à notre liste de courriel ont montré un taux élevé d'engagement, soit un taux d'ouverture de 54 % et un taux de clics de 4,5 %. Nous avons mobilisé les électeurs et électrices qui ont suivi notre campagne en les pressant de demander à leurs candidates ou candidats d'investir dans l'avenir du Canada. En moins de trois semaines, plus de 230 lettres ont été envoyées à 43 candidates et candidats, dont les chefs des principaux partis politiques et les candidates et candidats locaux (selon le code postal des électeurs et électrices).

J'aime faire partie du Comité consultatif de l'éducation autochtone de la CTF/FCE où ma voix et mon expérience en tant qu'enseignante autochtone sont entendues et honorées.

— Jessica Madiratta
(FES), Comité consultatif de l'éducation autochtone
[traduction libre]





Objectif stratégique 4 : Favoriser les liens et la collaboration

avec les organisations membres et associées et entre elles afin de mener à bien les buts de la Fédération.

COMITÉS CONSULTATIFS

La CTF/FCE compte cinq comités consultatifs. Chaque comité se compose d'enseignantes ou enseignants ou d'autres travailleurs ou travailleuses de l'éducation dont la candidature a été soumise par leur organisation membre respective et qui ont une expérience en lien avec le mandat du comité. Les cinq comités consultatifs sont les suivants :

- **Le Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne**
- **Le Comité consultatif du français langue première**
- **Le Comité consultatif de l'éducation autochtone**
- **Le Comité consultatif de la condition féminine**
- **Le Comité consultatif de la profession enseignante**
- **Le Groupe de travail sur la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine** donne des conseils et guide l'élaboration d'un cahier pédagogique pour célébrer la Décennie internationale des personnes d'ascendance africaine.
- **Le Groupe de travail sur les changements climatiques** étudie les répercussions des changements climatiques sur l'éducation publique et le rôle des écoles publiques et des syndicats de l'enseignement dans la lutte

contre ces changements. Établi à la suite d'une résolution adoptée à l'AGA de 2024, ce groupe se compose de cinq représentantes et représentants des organisations membres ainsi que de deux membres du Bureau de direction.

Tout au long de l'année, les comités consultatifs contribuent grandement au travail du Bureau de direction. Ils lui soumettent les questions cruciales pour le milieu de l'enseignement et s'assurent que la voix du personnel enseignant et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation reste au cœur du travail de la Fédération. De plus, ils guident les activités et l'action politique que mène la CTF/FCE en réponse aux résolutions adoptées par l'AGA et aux motions adoptées par le Conseil d'administration, contribuent à l'orientation des programmes et des événements de la Fédération, et l'aident à se positionner par rapport aux nouveaux enjeux.

Grâce à des réunions et à des communications régulières, la CTF/FCE permet aux membres des comités d'échanger des points de vue, des ressources et des stratégies. Les comités contribuent au travail de la CTF/FCE de diverses façons, par exemple :

- Le Comité consultatif de l'éducation autochtone a formulé des recommandations concernant



Le [...] réseautage et le partage d'informations [rendus] possibles grâce aux réseaux de la CTF/FCE comme le RALF et le CCFLP sont essentiels à la survie de la francophonie en milieu minoritaire partout au pays. C'est une ressource inestimable.

– Maria Stinchcombe (FECB), Comité consultatif du français langue première



les données d'auto-identification et les processus de vérification.

- Le Comité consultatif de la profession enseignante a contribué à la conception de l'enquête Parachute en faisant profiter la CTF/FCE de sa compréhension des conditions de travail du personnel de l'éducation au Canada.

RÉSEAUX

En tant qu'organisation qui croit à l'importance de la collaboration et qui encourage les collègues et les partenaires à contribuer au renforcement de l'éducation publique, la CTF/FCE est fière de donner vie aux réseaux suivants :

- Réseau JEDDII (justice, équité, diversité, décolonisation, inclusion et indigénisation)
- Réseau des agentes et agents de liaison francophones (RALF)
- Réseau national des communications stratégiques (RNCS)
- Réseau national de recherche du personnel enseignant (RNRPE)
- Réseau de négociation du personnel enseignant (RNPE)

La CTF/FCE est également fière de contribuer aux réseaux internationaux suivants :

Réseaux internationaux

- Comité syndical francophone de l'éducation et de la formation (CSFEF)
- Canadian International Education Policy Working Group (groupe de travail sur la politique canadienne en matière d'éducation internationale)

- Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW)
- Internationale de l'Éducation (IE)
 - Groupe consultatif spécial sur la politique de la recherche
 - Réseau de coopération au développement
 - Réseau des communications
 - Réseau Climat
 - Bureau exécutif
 - Institut de recherche et Réseau de recherche

PARTENARIATS

Pour favoriser les liens et la collaboration et ainsi mieux faire connaître la CTF/FCE dans l'intérêt de ses organisations membres et associées, la CTF/FCE a noué des partenariats dans divers domaines :

- **Coalition syndicale nationale et solidarité avec les travailleurs et travailleuses** : Qu'il s'agisse de se joindre à un piquet de grève pour réclamer de meilleures conditions de travail ou de travailler dans le cadre de coalitions avec d'autres syndicats nationaux ou des organisations non gouvernementales, la CTF/FCE est fière de collaborer avec des chefs de file de la société civile et du milieu syndical :
 - Association canadienne des professeures et professeurs d'université
 - Centre canadien de politiques alternatives
 - Congrès du travail du Canada
 - Syndicat canadien de la fonction publique
 - Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes
 - Alliance de la Fonction publique du Canada





Le travail de la CTF/FCE nous donne une voix forte à l'échelle nationale et valorise l'enseignement en français en contexte minoritaire.

– Sue Larivière-Jenkins (NSTU), Comité consultatif du français langue première



● **Partenariats axés sur la justice sociale**

La CTF/FCE continue de susciter de l'intérêt comme éventuelle partenaire chez de nombreuses organisations non gouvernementales qui s'emploient à faire progresser la justice sociale. Elle travaille actuellement en partenariat avec les organisations suivantes :

- Harmony Movement
- Momentum Canada
- Ruban Blanc

● **Partenaires francophones**

- Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)
- Commission nationale des parents francophones
- Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA)
- Fédération de la jeunesse canadienne-française
- Fédération nationale des conseils scolaires francophones (FNCSF)
- Centre mondial du pluralisme
- Regroupement national des directions générales de l'éducation
- Université du Québec à Rimouski
- Centrale des syndicats du Québec

La CTF/FCE siège en outre à différents comités et groupes de travail de la francophonie canadienne et internationale :

- Comité tripartite (coordonné par la FNCSF)
- Forum des leaders (avec la FCFA)

- Table nationale sur l'éducation (français langue première), dont les activités sont encadrées par la FNCSF
- Table nationale du français langue seconde (financée par Patrimoine canadien)
- Comité d'orientation de la formation en construction identitaire (dirigé par l'ACELF)

Elle entretient aussi des partenariats en continu avec les organisations suivantes :

- Assemblée des Premières Nations
- Association canadienne des doyens et doyennes d'éducation
- Association canadienne des directeurs d'école
- Association canadienne des gestionnaires de commissions scolaires
- Association canadienne de la presse éducationnelle, aux côtés de collègues des équipes des Communications de nos organisations membres et associées
- Organisation canadienne pour l'éducation au service du développement
- Association canadienne des commissions/conseils scolaires
- Université Carleton
- Comité de rédaction de Kids News du réseau anglais de la Société Radio-Canada
- Conseil des ministres de l'Éducation (Canada)
- HabiloMédias
- Réseau national de l'éducation autochtone et de la réconciliation



Réseauter avec des collègues de tout le pays est toujours un grand bonheur et le meilleur moyen de se perfectionner sur le plan professionnel.

— Personne participante, Conférence nationale pour le personnel de 2024 [traduction libre]

ÉVÈNEMENTS

Célébration de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants de 2024

La célébration de la Journée mondiale des enseignantes et des enseignants a eu lieu au Théâtre de la Cour des arts, au centre-ville d'Ottawa, le 3 octobre. Cet événement a été animé par la journaliste Rachel Gilmore qui a guidé les discussions des panels, auxquels ont participé des enseignantes et enseignants influents (dont des membres de l'OECTA et de la FES) et Chris Bruckert, Ph. D., de l'Université d'Ottawa. Ensemble, ces personnes ont réfléchi aux victoires et aux défis du système d'éducation publique du Canada. À cette occasion, la présidente de la CTF/FCE, Heidi Yetman, a animé une rencontre avec Chandra Pasma, députée du Nouveau Parti démocratique de l'Ontario dans Ottawa-Ouest—Nepean.

Conférence nationale pour le personnel de 2024

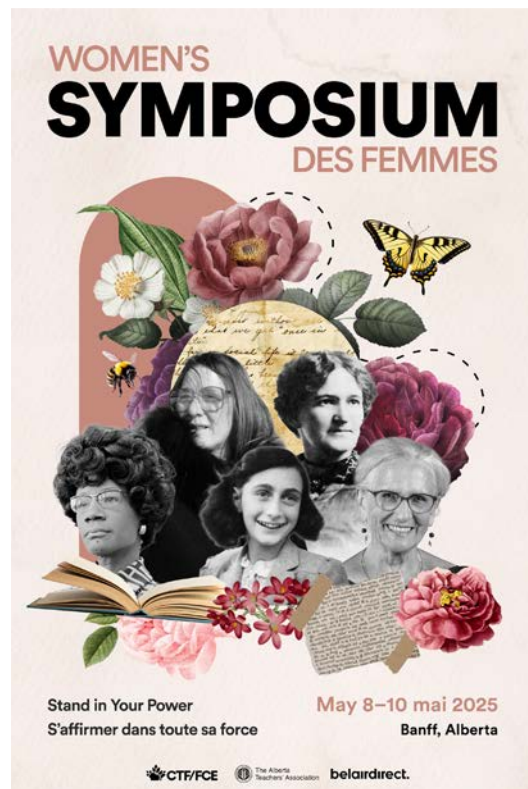
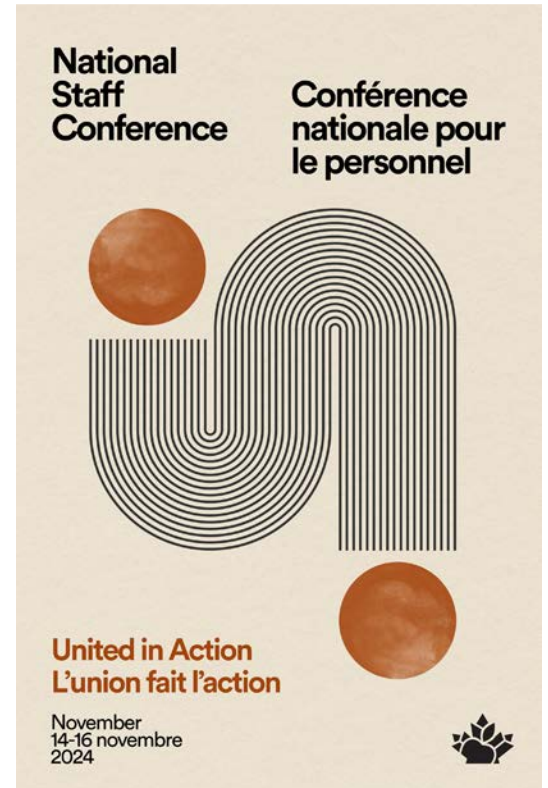
La Conférence nationale pour le personnel de 2024 de la CTF/FCE s'est tenue à Ottawa du 14 au 16 novembre 2024 sur le thème « L'union fait l'action : renforcer, rassembler et protéger l'éducation publique ». Venues de l'ensemble des provinces et des territoires, les personnes participantes ont eu l'occasion d'apprendre de nouvelles choses, de prendre part à des discussions, d'échanger des idées novatrices et de faire des rencontres enrichissantes. Ces personnes ont assisté à des conférences et à des ateliers exceptionnels. Des membres

du personnel des organisations membres et associées ont dirigé cinq ateliers ainsi qu'une séance en plénière, tandis que les conférenciers Domenic Bellissimo et Gregg Brown ont pris la parole, l'un sur le renforcement de la solidarité syndicale et l'autre sur les façons de rallier les autres pour se préparer à l'avenir.

Symposium des femmes de 2025

Organisé en collaboration avec l'Alberta Teachers' Association, le Symposium des femmes de 2025 de la CTF/FCE a eu lieu du 8 au 10 mai, à Banff. L'édition de cette année se voulait un appel à l'action pour encourager les membres qui s'identifient comme femmes à **s'affirmer dans toute leur force**. Plus de 300 personnes y ont participé, un record! Les conférencières, dont Becky Pringle et Lisa Belanger, ont su allumer chez les participantes une flamme intérieure qui les aidera à défendre avec force les droits des élèves, mais sans oublier leur propre bien-être. Les animatrices des organisations membres ont dirigé neuf ateliers répartis tout au long de l'événement. Le Symposium a été électrisant du début à la fin, et les participantes y ont fait le plein d'énergie et d'inspiration. En plus d'assister aux séances prévues au programme, elles ont eu l'occasion de nouer des relations enrichissantes et sont reparties avec des stratégies qui leur permettront d'affronter en toute confiance les défis qu'elles rencontrent dans leur vie professionnelle et personnelle.





PERSONNEL DE LA CTF/FCE

L'équipe de la CTF/FCE se compose de 31 employées et employés permanents à temps plein. Le dévouement du personnel et les instructions du Conseil d'administration permettent à la CTF/FCE de remplir son mandat, qui consiste à servir ses organisations membres et associées.

SERVICES DE DIRECTION ET AFFAIRES PUBLIQUES

Services de direction

- Cassandra Hallett, directrice générale
- Claudia Guidolin, directrice générale adjointe
- Johanne Deschamps, adjointe exécutive
- Cheryl Dourian, adjointe exécutive, Services de direction et Ressources humaines

Affaires publiques

- Nika Quintao, directrice des Affaires publiques
- Rolf-Carlos Klausener, coordonnateur des communications stratégiques
- Mark Garcia, coordonnateur de l'action politique et des relations avec les gouvernements
- Julieanna Mawko, agente des Affaires publiques
- Julie Nyenkamp, conceptrice graphique
- Obianuju Harbor, planificatrice de réunions et d'événements
- Lynne Parisien, adjointe aux Affaires publiques (jusqu'en janvier 2025)
- Gasline Deslouches, adjointe aux Affaires publiques (à partir de février 2025)

SERVICES AUX MEMBRES

Programme pour la francophonie

- Brigitte Bergeron, directrice (jusqu'en mai 2025)
- Josianne Beaumont, agente de programme (directrice depuis juin 2025)

Programme de coopération internationale

- Beverley Park, directrice
- Salwa Maadarani, adjointe administrative
- Cheryl Sheffield, agente de programme
- Nicole Boissonneault, agente de programme

Recherche

- Nichole Grant, directrice
- Mia Travers-Hayward, chercheuse et analyste des politiques (en congé)



- Iyanuoluwa Akinrinola, chercheuse et analyste des politiques (contractuelle)

Bien-être du personnel enseignant et négociation collective

- Mischa Terzyk, directeur
- Richard Riel, chercheur

SERVICES OPÉRATIONNELS

Services financiers

- Samantha Perrin, directrice
- Jo-Ann Gallant, adjointe – Paie
- Jamil Zahoor, commis aux finances et de bureau

Services de la technologie de l'information, du bâtiment et de la documentation

- Jean-Louis Lauriol, administrateur de réseau et de système informatique
- Alain Monette, administrateur du bâtiment et de la documentation
- Megan Edwards, adjointe des Services opérationnels

Services linguistiques

- Marie-Caroline Uhel, chef
- Marie-Hélène Larrue, traductrice
- Aurore Alessandra, traductrice

ÉTUDIANTES ET ÉTUDIANTS STAGIAIRES EN 2024-2025

- Onsum Woo, Université d'Ottawa — session d'automne
- Evert Alasdair Lindquist, Université Carleton — session d'automne
- Ijeoma Francisca Ukazu, Université Carleton — session d'automne
- Dieynaba Sow, Université d'Ottawa — sessions d'hiver et d'été



Résolutions-directives

Les résolutions adoptées par l’AGA deviennent des éléments du mandat de la CTF/FCE. Le tableau ci-dessous dresse la liste des résolutions adoptées à l’AGA de 2024 et d’autres des AGA antérieures dont la réalisation est en cours. La colonne de droite présente leur état d’avancement.

 Travail terminé

 Travail en cours

Initiatives et résolutions connexes	État d’avancement
Objectif stratégique 1 : Appuyer les organisations membres et associées, et — par ricochet — améliorer la vie des plus de 370 000 enseignantes et enseignants et autres travailleurs et travailleuses de l’éducation que la CTF/FCE représente.	
Financement des programmes d’anglais langue additionnelle ou de français langue additionnelle QU’IL SOIT RÉSOLU QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants fasse pression sur le gouvernement fédéral afin qu’il fournisse des fonds pour soutenir les élèves qui font partie des programmes d’anglais langue additionnelle (ALA) ou de français langue additionnelle (FLA) ainsi que les programmes qui offrent du soutien aux élèves nouvellement arrivés au Canada en fonction du nombre d’immigrantes et immigrants admissibles aux programmes d’ALA ou de FLA, et les programmes visant les élèves immigrants et réfugiés. (AGA 2024, II-F)	
Conseils et soutien aux enseignantes et enseignants formés à l’étranger QU’IL SOIT RÉSOLU QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants crée et tienne à jour un dépôt central d’information de chaque province et territoire qui fournirait aux enseignantes et enseignants formés à l’étranger des conseils et du soutien pour les aider à obtenir une certification et un emploi dans la province ou le territoire où elles et ils souhaitent s’établir. (AGA 2024, II-G)	
Remboursement des frais de déplacement pour les enseignantes suppléantes et les enseignants suppléants QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants intensifie ses pressions sur le gouvernement du Canada pour qu’il permette aux membres du personnel enseignant suppléant qui travaillent sur une base journalière occasionnelle et ne reçoivent pas d’indemnité de déplacement de déduire de leur impôt annuel leurs frais de déplacement. (AGA 2024, II-H)	



Groupe de travail sur les changements climatiques QUE la CTF/FCE forme un groupe de travail sur les changements climatiques, composé de cinq représentantes et représentants des organisations membres et de deux membres du Bureau de direction, pour étudier les répercussions des changements climatiques sur l'éducation publique et le rôle des écoles publiques et des syndicats de l'enseignement dans la lutte contre les changements climatiques. (AGA 2024, II-I)	 Le groupe de travail a été créé. Voir le rapport présenté à l'AGA de 2025 pour une mise à jour.
Mise en œuvre des règles de procédure Democratic Rules of Order QUE la CTF/FCE adopte les Democratic Rules of Order à partir de septembre 2024 pour les réunions du Bureau de direction et du Conseil d'administration, et l'Assemblée générale annuelle (AGA), et conserve les Robert's Rules comme autorité secondaire pour combler d'éventuelles lacunes. (AGA 2024, I-F) ET QUE le point 18.2, Règles de procédure, de l'article 18 des Règlements administratifs soit modifié comme suit : ARTICLE 18 DES RÈGLEMENTS ADMINISTRATIFS — DISPOSITIONS DIVERSES 18.2 Règles de procédure À moins d'indication contraire, l'autorité officielle pour la conduite des réunions ou assemblées de la CTF/FCE est la plus récente édition de l'ouvrage Democratic Rules of Order, les Robert's Rules demeurant l'autorité secondaire pour combler d'éventuelles lacunes.	
Objectif stratégique 2 : S'imposer comme une voix forte et reconnue qui défend une éducation publique de qualité, inclusive et financée par l'État, y compris l'enseignement comme profession, les droits des enseignantes et enseignants et des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, et la justice sociale.	
Projet pilote pour favoriser l'insertion professionnelle des enseignantes et enseignants d'immigration récente, subventionné par Patrimoine canadien	 Séances de formation pour le personnel enseignant et les personnes chargées du mentorat en août 2025
Article 43 du <i>Code criminel</i> QUE la CTF/FCE plaide pour que le <i>Code criminel</i> du Canada assure, avec l'article 43 ou d'autres articles, une protection adéquate et sans équivoque aux enseignantes et enseignants qui interviennent physiquement pour empêcher un ou une élève de se faire du mal ou de faire du mal aux autres. (AGA, 2020)	 La dissolution de la 44^e législature le 23 mars 2025 a tué dans l'œuf les projets de loi sur la question. La CTF/FCE collabore avec le nouveau gouvernement.



Action politique pour la mise en œuvre du Programme national d'alimentation scolaire financé par le gouvernement fédéral.	 Le 10 mars, toutes les provinces et tous les territoires avaient signé une entente avec le gouvernement fédéral.
Création d'un prix de la CTF/FCE pour reconnaître la contribution d'une personne au renforcement des droits des travailleurs et travailleuses QUE, dans le cadre du réexamen de ses prix et distinctions, la CTF/FCE explore la possibilité de créer un prix pour reconnaître et célébrer la contribution de personnes qui ont beaucoup fait pour renforcer les droits des enseignantes et enseignants, des autres travailleurs et travailleuses de l'éducation, ou de leurs syndicats, et qu'elle rende compte de son travail au Conseil à sa réunion de novembre 2024.	 Le Conseil d'administration a modifié les critères du Prix spécial pour que, dans la mesure du possible, au moins une des personnes récompensées chaque année soit un défenseur ou une défenseuse des droits du travail en éducation. Examen en cours jusqu'en 2025-2026 des distinctions décernées à des Autochtones.
Combattre et stopper la privatisation de l'éducation QUE la CTF/FCE déploie les efforts nécessaires pour combattre et faire reculer la privatisation de l'éducation en mettant en œuvre un plan de recherche et d'action politique élaboré en consultation avec le Réseau national de recherche du personnel enseignant et le Réseau national des communications stratégiques, et qu'elle fasse de ce dossier une priorité. (AGA 2024, I-G)	 Voir le rapport de la phase 1 présenté à l'AGA de 2025.
Principe directeur affirmant le droit des élèves de lire et l'opposition de la CTF/FCE à l'interdiction de livres QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le point ci-dessous soit ajouté au point 1.2.5 des Principes directeurs : 1.2.5.X que les élèves doivent avoir la liberté de lire des livres présentant des points de vue divers, et d'y être exposés, et que, par conséquent, il faut s'opposer aux campagnes et aux efforts visant à interdire certains livres ou à y restreindre l'accès. (AGA 2024, NR-2)	



Objectif stratégique 3 : Renforcer et défendre l'éducation publique au Canada et dans le monde.

Intelligence artificielle

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la CTF/FCE fasse pression sur l'Internationale de l'Éducation, le gouvernement du Canada et le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) pour qu'ils élaborent des modèles de stratégies, de politiques et de lois afin que les outils d'intelligence artificielle utilisés en éducation soient évalués avant leur mise en œuvre dans le but de préserver la sécurité et la vie privée des élèves, et de protéger ceux-ci contre l'exploitation commerciale, la collecte non autorisée d'information, les préjugés, la discrimination et d'autres préjudices possibles, et que la Fédération soutienne les organisations membres dans leurs efforts similaires à l'échelon provincial ou territorial. (AGA 2023, II-B.1)

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants fasse pression sur le Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) pour qu'il élabore des modèles de politiques afin que l'évaluation de la nature, des avantages et des dangers de l'intelligence artificielle (IA), y compris les algorithmes sous-jacents, ainsi que la collecte et l'utilisation connexes des données, fasse partie intégrante de la mise en œuvre de l'IA en milieu scolaire et de la formation connexe, et que la Fédération soutienne les organisations membres dans leurs efforts similaires à l'échelon provincial ou territorial. (AGA 2023, II-B.2)



Voir la page Web
« [Passez à l'action](#) »



Écoles financées par l'administration fédérale

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants étudie la faisabilité de la syndicalisation des écoles financées par l'administration fédérale. (AGA 2024, II-K)



Étude de faisabilité.
présentée à l'AGA
de 2025

Combattre et prévenir la haine dans les écoles canadiennes

Appuyer la diffusion du document *Combattre et prévenir la haine dans les écoles canadiennes : Une boîte à outils*

QUE la CTF/FCE appuie le document *Combattre et prévenir la haine dans les écoles canadiennes : Une boîte à outils* du Réseau canadien anti-haine, et qu'elle le transmette aux organisations membres en les incitant à le distribuer à leurs membres. (AGA 2024, II-A)



La CTF/FCE diffusera
ce document en
septembre quand le
Réseau en aura terminé
la révision, notamment
de la version française.



Objectif stratégique 4 : Favoriser les liens et la collaboration avec les organisations membres et associées et entre elles afin de mener à bien les buts de la Fédération.

Participation au Bureau de direction de la CTF/FCE

QUE la CTF/FCE examine les obstacles à la participation au Bureau de direction et qu'elle rende compte de ses constatations au Conseil d'administration à sa réunion de février 2025. (AGA 2024, II-D)



Découle de la résolution du Conseil d'administration d'avril 2024 sur la mise en œuvre de la stratégie pour accroître la diversité au Bureau de direction.

Postes réservés au Bureau de direction de la CTF/FCE

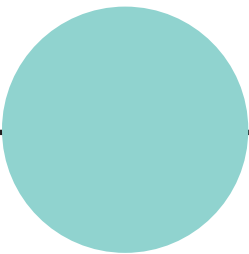
QUE l'article 10, Dirigeantes et dirigeants, des Règlements administratifs soit modifié comme suit :

Un poste de la vice-présidence est réservé à une personne qui s'identifie comme membre d'une Première Nation, métisse ou inuk; comme étant en situation de handicap; comme bispirituelle, lesbienne, gaie, bisexuelle, transgenre, queer, en questionnement, intersexe, asexuelle, non binaire ou autre (LGBTQQIA2+); comme racialisée; ou comme francophone.



Désignation des écoles et des établissements d'enseignement comme des sanctuaires ou zones de paix

QU'IL SOIT RÉSOLU QUE la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, par l'intermédiaire de l'Internationale de l'Éducation, fasse pression sur les organisations internationales compétentes afin de désigner les écoles et les établissements d'enseignement comme des sanctuaires ou zones de paix, et de faire de leur occupation, de leur conversion à des fins militaires ou de leur destruction par des forces militaires (y compris des forces militaires irrégulières) un crime en vertu du droit humanitaire international.



Résolutions du Conseil en cours de mise en œuvre

Stratégie de rétention et de recrutement (Conseil, juillet 2023) Stratégie pancanadienne de rétention et de recrutement du personnel enseignant QUE, parmi ses priorités pour 2023-2024, la CTF/FCE élabore et coordonne, en consultation avec le Conseil d'administration, une stratégie pancanadienne qui apporte des solutions nationales à la crise de la rétention et du recrutement du personnel enseignant.	 Sondages 1 et 2 de l'enquête Parachute terminés Rapport pancanadien à l'AGA de juillet 2025
Révision des principes directeurs et des politiques (AGA 2023) QU'IL SOIT RÉSOLU QUE le Bureau de direction de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants, dans le cadre de son travail en faveur de l'élimination du racisme, de l'oppression et de la discrimination systémiques, et en particulier la recommandation 10, envisage une révision des Principes directeurs et des Procédures de la CTF/FCE qui favorisent l'inclusion et la diversité de la membriété dans toutes les sphères de la gouvernance et de la prise de décisions, afin d'accroître la diversité parmi les déléguées et délégués.	 Automne 2025 – Phase I Contexte des principes directeurs et des politiques Hiver 2026 — Phase II Principes directeurs
Données d'auto-identification (Conseil, avril 2023) QUE la CTF/FCE se tienne au courant des politiques et des pratiques que les universités et autres organismes publics canadiens mettent en place pour venir à bout du phénomène de l'usurpation de l'identité autochtone, ainsi que des mesures que ces universités et organismes prendront pour vérifier les renseignements d'auto-identification. Il est recommandé que la CTF/FCE suive ce dossier et qu'elle s'adapte, au besoin, au fur et à mesure de l'évolution du travail et de l'élaboration des politiques à cet égard au Canada.	 Compilation (document évolutif) AGA de 2025

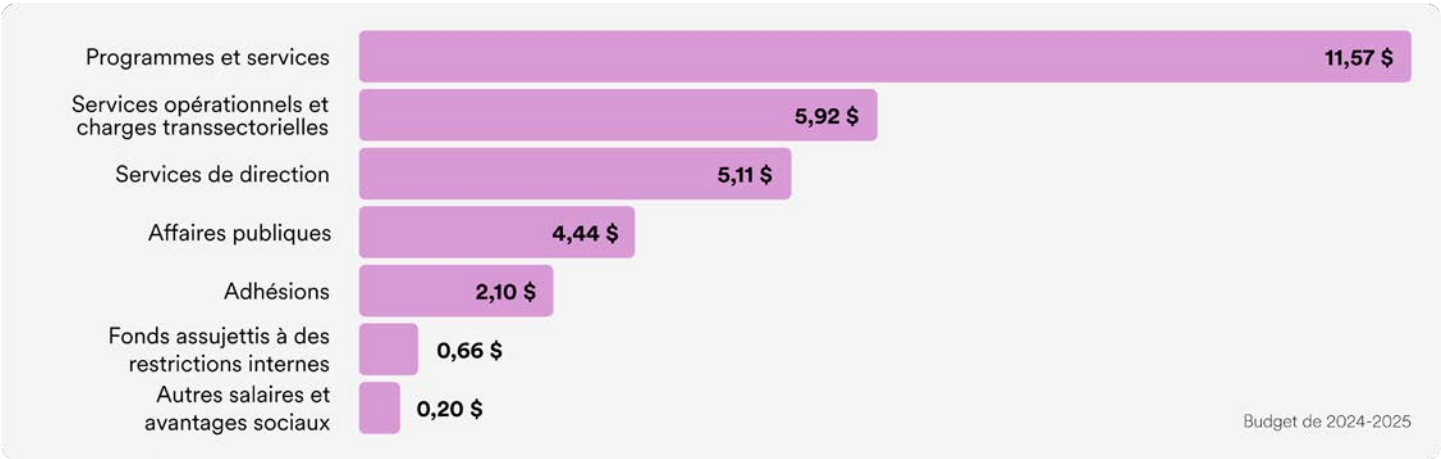


Rapport financier



Cotisations

Chaque enseignante et enseignant paie 30,00 \$ par année. À quoi sert ce montant?

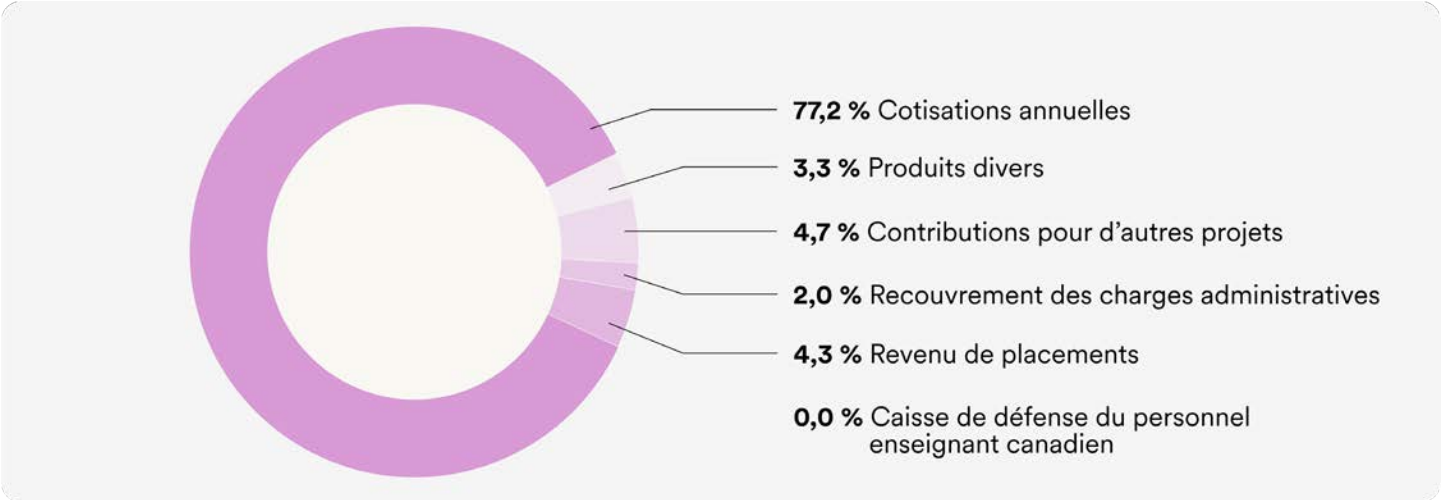


Budget

Produits	Budget approuvé
Cotisations des organisations membres	8 020 500
Cotisations des organisations associées	11 000
Organisations membres et associées — Contributions volontaires	1 090 500
Évènements de la CTF/FCE	192 000
Fonds de dotation	23 000
Projets financés à l'externe	926 000
Produits divers	110 000
Revenu de placements	125 000
Total — Produits	10 498 000

Charges	
Services de direction	1 783 500
Affaires publiques	1 547 500
Programmes et services	4 036 000
Services opérationnels et charges transsectorielles	2 065 500
Adhésions	733 500
Autres salaires et avantages sociaux	70 000
Fonds assujettis à des restrictions internes	230 000
Total — Charges	10 466 000
Excédent de l'exercice	32 000

Source des produits



État des produits et charges

Produits	2024	2023
Cotisations annuelles	7 760 595	7 455 141
Contributions volontaires des organisations membres	859 907	
Revenu de placements	429 055	341 785
Récupération des frais administratifs	199 996	52 800
Contributions pour d’autres projets	469 106	258 020
Produits divers	331 521	329 409
Total — Produits	10 050 180	8 437 155

Charges	2024	2023
Services de direction	1 760 776	1 592 696
Affaires publiques	1 326 251	1 297 860
Programmes et services	3 415 349	1 976 680
Services opérationnels et charges transsectorielles	1 944 561	1 755 760
Adhésions	724 084	660 521
Amortissement des immobilisations	161 876	158 681
Perte sur cession d’immobilisations corporelles	819	2 726
Autres salaires et avantages sociaux	173 640	78 688
Total — Charges	9 507 356	7 523 612
Excédent (déficit) de l’exercice	542 824	913 543



Prix





PRIX DE PROMOTION DE L'ÉDUCATION PUBLIQUE

Ce prix salue le service dévoué d'une personne ou organisation sur une longue période et son importante contribution à l'éducation publique.

Brandi Rai

Candidature proposée par l'Alberta Teachers' Association (ATA)

Brandi Rai est une remarquable championne de l'éducation publique au Canada. Par son dévouement exceptionnel pour l'éducation publique, elle s'est distinguée comme militante et meneuse. Mère de cinq enfants instruits dans des écoles publiques d'Edmonton, elle participe activement aux conseils d'école et aux activités de financement, en plus de faire du bénévolat.

Élue au conseil d'administration de l'Alberta School Councils' Association (ASCA) en 2016, elle a rapidement fait la démonstration de ses qualités de meneuse qui lui ont valu d'accéder à la vice-présidence en 2018, puis à la présidence en 2020. Indéfectible dans son désir de servir, elle a contribué à renforcer l'éducation publique en faisant de l'ASCA une organisation capable de défendre avec force les intérêts des parents, des élèves et de la communauté plus vaste.

En 2022, Brandi Rai et l'ASCA ont collaboré avec l'Alberta Teachers' Association (ATA)

au lancement de la campagne Stand for Public Education, qui pressait les Albertaines et les Albertains de soutenir activement l'éducation publique. Cette initiative conjointe a souligné la solidarité entre les deux organisations qui, dans leur action pour un système d'éducation public fort, représentent les parents et le personnel enseignant.

Brandi Rai rappelle constamment au gouvernement provincial l'importance d'investir dans l'éducation publique en signalant qu'il ne devrait pas incomber aux parents de mener des campagnes de financement pour des ressources scolaires essentielles. Son dévouement à la cause d'une éducation publique de qualité et équitable, son engagement inébranlable et son rôle d'impulsion à l'ASCA ont eu pour résultat de renforcer les liens entre les parents, le personnel enseignant et la communauté plus large qui, ensemble, travaillent à bâtir un système d'éducation public exceptionnel.





PRIX SPÉCIAL

Ce prix est remis à des personnes qui ont rendu des services méritoires à l'éducation ou à la profession enseignante à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale.

À la suite d'une résolution adoptée à l'AGA de 2024 pour explorer la possibilité de créer un prix qui salue les contributions remarquables au renforcement des droits des travailleurs et travailleuses, le Conseil d'administration de la CTF/FCE a modifié les dispositions concernant le Prix spécial de manière à ce que l'un des trois prix pouvant être accordés annuellement dans cette catégorie soit décerné dans la mesure du possible à une personne qui se démarque par sa contribution au renforcement des droits des travailleurs et travailleuses.

Monica Rusnak

Candidature proposée par la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO)

Monica Rusnak a commencé sa carrière d'enseignante au conseil scolaire Ontario North East District School Board en 1988, où elle a travaillé dans toutes les divisions. Elle a aussi assumé de nombreux rôles de direction dans sa section locale, notamment ceux de vice-présidente, de négociatrice en chef, de représentante d'unité de négociation et de présidente des comités de l'action politique, de la condition féminine et de la justice sociale et de l'équité. De 2006 à 2017, elle a assuré la présidence de la section locale du Nord-Est de l'Ontario.

En 2017, elle a été élue à la vice-présidence de la FEEO. Depuis, elle a assuré la liaison avec 13 comités

permanents de l'organisation en plus de siéger au conseil d'administration de son Fonds humanitaire. De plus, elle a été vice-présidente de la Fédération du travail de l'Ontario et membre de son Comité consultatif des femmes.

Connue pour être une femme de principes et passionnée, et pour avoir un style de leadership positif, Monica Rusnak s'est imposée comme modèle auprès des femmes à la fois dans le monde syndical et dans la profession de l'enseignement.





PRIX SPÉCIAL

Ce prix est remis à des personnes qui ont rendu des services méritoires à l'éducation ou à la profession enseignante à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale.

James Ryan (à titre posthume)

Candidature proposée par l'Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA)

Pendant plus de 30 ans, James Ryan s'est fait largement connaître dans le monde canadien de l'éducation. Enseignant des sections des écoles élémentaires et des écoles secondaires de Toronto de l'OECTA, il a en plus travaillé comme enseignant-ressource à l'enfance en difficulté. Entre 1997 et 2000, il a fait partie du Conseil d'administration de la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'Ontario et, en 2002, il a été élu membre du Comité exécutif provincial de l'OECTA. Il a fini par occuper tous les postes du Comité exécutif, sauf celui de trésorier. Il a ensuite assumé un premier mandat de deux ans à la présidence de l'OECTA, de 2009 à 2011, puis un deuxième, de 2013 à 2015. Pendant ces mandats, il a aussi fait partie du Conseil d'administration de la CTF/FCE.

Dans tous ses rôles, James Ryan s'est montré un ardent défenseur des personnes et des communautés marginalisées. Il a consacré son temps et son énergie à mener à bien de nombreuses initiatives de défense des droits des travailleurs

et travailleuses et de justice sociale, en plus de siéger à de nombreux comités, dont le Comité consultatif de la diversité et des droits de la personne de la CTF/FCE. Il a en outre coprésidé la Coalition ontarienne pour la justice sociale et a joué un rôle déterminant dans la participation de l'OECTA au défilé World Pride de 2010 à Toronto. Enfin, il a aussi aidé à la construction d'une école en Haïti en plus d'avoir contribué de manière centrale à l'engagement de l'OECTA dans le dossier du camp d'alphabétisation Onigaming Summer Literacy Camp, en partenariat avec des communautés des Premières Nations, métisses et inuit, une cause que l'OECTA continue de soutenir.

Le 2 janvier 2025, James Ryan est décédé paisiblement après une longue maladie. On se souviendra de son humour contagieux et de son leadership tout en humilité. Plus qu'un chef, il a été bien souvent un ami. Son dévouement pour la justice, l'équité et la communauté restera une grande source d'inspiration.





PRIX SPÉCIAL

Ce prix est remis à des personnes qui ont rendu des services méritoires à l'éducation ou à la profession enseignante à l'échelle provinciale, territoriale, nationale ou internationale.

Steve Brooks

Candidature proposée par le Nova Scotia Teachers Union (NSTU)

La carrière de Steve Brooks en éducation et à la direction d'organisations syndicales s'est traduite par des dizaines d'années de dévouement, d'action politique et de grandes réalisations. Fier diplômé de l'Université Memorial dont il détient un baccalauréat ès arts de même qu'un baccalauréat et une maîtrise en éducation, Steve Brooks a veillé à sa croissance professionnelle en poursuivant continuellement ses études, notamment aux universités Queen's et de Windsor.

Il a commencé sa carrière d'enseignant à Terre-Neuve-et-Labrador avant de devenir directeur d'école, puis agent d'éducation principal et, finalement, directeur adjoint associé de l'éducation. Son dévouement pour ses collègues l'a amené à travailler avec la Newfoundland and Labrador Teachers' Association, où il a été agent du personnel administratif, directeur général adjoint, puis directeur général. Par la suite, il est devenu directeur général du Nova Scotia Teachers Union (NSTU).

Pendant les années qu'il a passées à la direction d'organisations syndicales, Steve Brooks s'est démarqué par son esprit stratégique et un dévouement à toute épreuve à la cause de l'éducation

publique, à la défense des intérêts des membres et à la croissance organisationnelle. Sous sa direction, le NSTU s'est doté d'un solide plan de mobilisation et d'action stratégique qui renforce l'approche proactive de l'organisation tout en l'aidant à répondre aux besoins des membres.

Ardent défenseur des intérêts du personnel enseignant, Steve Brooks a joué un rôle crucial dans la négociation de conventions marquantes dans les deux provinces où il a travaillé et qui ont eu pour résultats de meilleures conditions de travail, une meilleure répartition des conseillères et conseillers scolaires dans les écoles, des journées pédagogiques supplémentaires et les plus fortes augmentations salariales des provinces de l'Atlantique. Il a aussi beaucoup contribué à la protection du statut professionnel des psychologues et des orthophonistes scolaires en opposant une résistance aux tentatives du gouvernement de les exclure du syndicat. Par ses réalisations tout à fait remarquables et son dévouement sans faille, Steve Brooks a aussi renforcé les régimes de retraite du personnel enseignant et augmenté la force collective des travailleurs et travailleuses de l'éducation en général.





Restez en contact avec la CTF/FCE

www.ctf-fce.ca



@CTF.FCE



@ctffce



CTF/FCE



@CTFFCE

@CTFFCEpresident

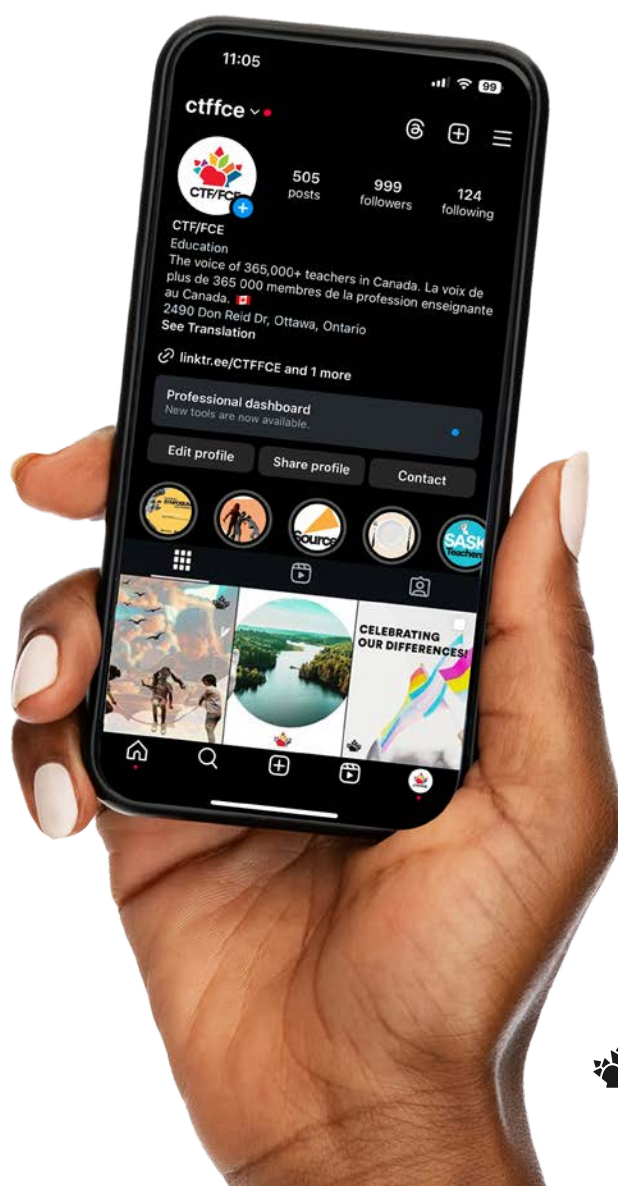
@cassiectf_fce



@ctffce



@ctffce.bsky.social





Canadian Teachers' Federation
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants

300, rue Sparks, bureau 200
Ottawa (Ontario) K1A 0J6 Canada
www.ctf-fce.ca

Nouveaux bureaux à partir
du 1^{er} septembre 2025

Téléphone : 613-232-1505
Ligne sans frais : 1-866-283-1505
Fax : 613-232-1886

Les bureaux de la Fédération sont situés sur le territoire traditionnel
non cédé du peuple Algonquin Anichinabé.